



PUBLICIS GROUPE

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

AU 30 JUIN 2014



Sommaire

	Le message du Président	1
1	RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ	3
2	COMPTES CONSOLIDÉS CONDENSÉS SEMESTRIELS	19
3	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2014	49
4	ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT	51



Le message du Président

 Maurice Lévy

Le premier semestre a subi le choc des effets de change défavorables impactant le revenu de 148 millions d'euros. À taux de change constant, la hausse du revenu pour les six premiers mois de l'année aurait été proche de 5 %.

Comme nous l'avions prévu depuis l'automne dernier, le deuxième trimestre marque le pas. Il faut toutefois souligner que la faiblesse est plus forte qu'attendu du fait du retard de croissance en Europe et dans les économies émergentes et surtout de décalages ou d'annulations de campagnes de certains clients. Notre croissance organique pour le premier semestre s'élève à + 1,8 %. La marge reste solide, bien qu'en retrait, du fait d'une croissance en retard et de traitements comptables.

Selon nos critères, ces chiffres ne sont pas satisfaisants. Ils ne correspondent pas à nos capacités.

Comme le montrent la croissance du numérique (+ 8,8 %) ou les performances attribuées par divers jurys (Gunn Report, Gartner, ainsi qu'une impressionnante moisson au Festival international de Cannes), notre stratégie est juste et nos réseaux sont au « top » du marché.

Pour la deuxième partie de l'année, nous pouvons confirmer que nous repartons sur une croissance plus soutenue et cela devrait être perceptible dès le troisième trimestre.

La situation en Europe et la lente remontée des pays émergents nous incitent à la prudence sur la croissance attendue et à agir en priorité sur la maîtrise des coûts afin de dégager une marge beaucoup plus proche de nos objectifs pour l'ensemble de l'année.

Bien que 2014 sera une année difficile, elle ne remet pas en cause nos perspectives à terme. Notre plan à l'horizon 2018, tel qu'il a été annoncé le 23 avril 2013, est en cours de révision pour tenir compte de la nouvelle donne des marchés et des investissements à faire pour atteindre plus tôt tous nos objectifs de transformation.

La qualité des remontées de nos différentes entités nous permet d'être confiants dans la possibilité d'atteindre tous nos objectifs.

Maurice Lévy
Président du Directoire



RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

Principaux chiffres clés	4	Examen de la situation financière et du résultat	11
Distinctions/création	6	Compte de résultat consolidé simplifié	11
Politique RSE du Groupe	8	Bilan et Trésorerie	14
Croissance externe	9	Endettement financier net	15
Opérations financières	10	Flux de trésorerie	15
		Free cash-flow	16
		Publicis Groupe (société mère du Groupe)	16
		Événements récents	17
		Perspectives	18

Le Conseil de surveillance de Publicis Groupe, réuni le 21 juillet 2014 sous la présidence de Mme Élisabeth Badinter, a examiné les comptes du premier semestre 2014, présentés par M. Maurice Lévy, Président du Directoire.

Principaux chiffres clés

Données extraites du compte de résultat En millions d'euros, à l'exception des % et des données par action (en euros)	S1 2014	S1 2013 Retraité *	2014/2013
Revenu	3 358	3 351	+ 0,2 %
Marge opérationnelle avant amortissements	493	521	- 5,4 %
En % du revenu	14,7 %	15,5 %	
Marge opérationnelle	435	460	- 5,4 %
En % du revenu	13,0 %	13,7 %	
Résultat opérationnel	395	449	- 12,0 %
Bénéfice net (Part du Groupe)	260	313	- 16,9 %
Bénéfice net par action ⁽¹⁾	1,17	1,47	20,4 %
Bénéfice net par action (dilué) ⁽²⁾	1,14	1,42	- 19,7 %
Free cash-flow avant variation du besoin en fonds de roulement	294	344	- 14,5 %
Données extraites du bilan	30 juin 2014	31 décembre 2013	
Total de l'actif	16 475	17 110	
Capitaux propres, part du Groupe	5 181	5 095	

* Retraité conformément à la norme IFRIC 21.

(1) Le nombre moyen d'actions utilisé pour le calcul du bénéfice net par action s'élève à 222,3 millions d'actions pour le premier semestre 2014 et 213,5 millions d'actions pour le premier semestre 2013.

(2) Le nombre moyen d'actions utilisé pour le calcul du bénéfice net par action dilué s'élève à 227,4 millions d'actions pour le premier semestre 2014 et 221,7 millions d'actions pour le premier semestre 2013. Il comprend les stock-options et les actions gratuites, les bons de souscription d'actions et les emprunts convertibles ayant un effet dilutif. Pour ce qui est des stock-options et des bons de souscription d'actions, sont dilutifs ceux dont le prix d'exercice est inférieur au cours moyen de la période.

Anticipant la publication des prévisions sur la croissance mondiale, le Fonds monétaire international a révélé quelques tendances à l'occasion des Rencontres économiques d'Aix en Provence au début du mois de juillet. Ainsi la reprise de l'activité mondiale devrait être « moins forte que prévue » : en avril le FMI prévoyait une croissance de l'économie mondiale de 3,6 % pour 2014 et une accélération à 3,9 % pour 2015. La sortie de la crise est lente et « la reprise est modérée, laborieuse, fragile et les mesures de soutien à la demande, malgré la bonne volonté des banques centrales trouveront leur limite » a indiqué la directrice générale plaidant le renforcement des capacités de l'offre. Dans ce paysage, les États-Unis confirment leur rebond, l'Europe peine à sortir de la récession et les pays émergents, malgré le ralentissement observé depuis l'été 2013, continueront à assurer l'essentiel de la croissance économique mondiale. À cette occasion, le FMI a abaissé ses prévisions économiques pour la France, prévoyant la croissance pour 2014 à 0,7 % contre 1 % estimé en avril et n'attend pas de décrue sensible du chômage avant 2016, encourageant la France à accompagner les mesures d'offre par des réformes budgétaires ainsi que du marché du travail. En conclusion, l'activité économique mondiale, toujours ralentie depuis le début de l'année, pourrait se renforcer au cours de la deuxième partie de l'année et s'accélérer en 2015, avec toutefois une dynamique moins forte que prévu.

Dans une conjoncture incertaine dans plusieurs régions du monde, Publicis Groupe a réalisé, comme annoncé, un deuxième trimestre très inférieur au premier, Le revenu consolidé du premier semestre s'est élevé à 3 358 millions d'euros, en hausse de + 0,2 %, l'effet négatif de la variation des taux de change s'étant élevé à 148 millions d'euros pour la période, la faiblesse de nombreuses devises contre l'euro pénalisant fortement la croissance. Hors variation des taux de change la croissance est de + 4,8 %. La croissance organique pour la période est de + 1,8 %. Le revenu publié du deuxième trimestre est en recul de - 1,5 % (effet négatif des variations de change de 81 millions d'euros) et la croissance organique de + 0,5 %. La détérioration prévue du deuxième trimestre est due pour une part à des comparables défavorables (+ 5,0 % de croissance au deuxième trimestre 2013), mais aussi à une croissance plus faible aux États-Unis et négative pour l'ensemble de l'Europe, à l'arrêt des investissements de quelques clients ainsi qu'à la faiblesse persistante de certains marchés. On notera la bonne tenue des activités media et santé et surtout du digital.



Pour le premier semestre, les activités numériques représentent 40,6 % du revenu total (36,9 % pour la période équivalente en 2013) et sont en croissance organique de + 8,8 %, confirmant la justesse de la stratégie du Groupe.

Les marchés à forte croissance représentent 22,9 % contre 24,0 % pour la période équivalente de 2013, cette érosion reflétant d'une part la faiblesse persistante de la croissance économique de certains pays et d'autre part la faiblesse de leurs monnaies contre l'euro. La croissance organique pour la période est de + 2,2 %.

Le plan d'amélioration de la croissance et de la rentabilité à l'horizon 2018 fait l'objet d'une mise à jour afin de tenir compte de l'évolution des marchés et des tendances et sera présenté au Conseil de surveillance en septembre prochain.

Un bilan robuste permet à Publicis Groupe d'investir et d'accélérer la croissance. Néanmoins, la rentabilité du Groupe demeure un sujet central et divers chantiers d'optimisation, en cours ou en projet, restent plus que jamais à l'ordre du jour. Le projet ERP poursuit son développement avec le lancement effectif du programme de déploiement dès le mois de juillet pour la France.

Le taux de marge opérationnelle pour le premier semestre 2014 est de 13,0 %. Bien qu'en retrait par rapport au premier semestre 2013 (13,7 %, après application de la norme IFRIC 21) la marge reste solide, compte tenu du fait que la croissance n'a pas été au rendez-vous.

Le résultat net, part du Groupe, s'élève à 260 millions d'euros contre 313 millions au 30 juin 2013 (résultat retraité en application de la norme IFRIC 21).

Le bénéfice net courant par action (tel que défini dans la note 8 des comptes consolidés) s'élève à 1,34 euro et à 1,31 euro pour ce qui est du bénéfice net courant dilué par action, faisant ressortir respectivement une baisse de - 8,8 % et de - 7,7 %. Le bénéfice net par action s'élève à 1,17 euro et le bénéfice par action dilué à 1,14 euro, faisant ressortir respectivement une baisse de - 20,4 % et de - 19,7 %.

L'endettement financier net est une position de trésorerie positive de 20 millions d'euros en 2014 contre une trésorerie positive de 593 millions d'euros au 31 décembre 2013. La dette nette moyenne du Groupe au premier semestre 2014 est une situation de trésorerie positive de 128 millions d'euros contre une dette nette moyenne au 30 juin 2013 de 555 millions d'euros.

Distinctions/création

Publicis Groupe a remporté un total de 208 Lions à l'occasion de la 61^e édition du Festival International de la publicité à Cannes en 2014. Les marques de Publicis Groupe ont remporté les distinctions suivantes : Premier Réseau de l'année, deux prix de l'efficacité Créative, 27 Lions Or, 86 Lions Argent et 92 Bronze.

Lors de l'inauguration des Lions Health, Publicis Groupe a remporté 16 Lions Health, y compris 1 Grand Prix for Good, 1 Réseau de l'année, 2 Lions d'or, 8 d'argent et 4 de bronze.

Aux prix EFFIE Amérique du Nord 2014, Publicis Groupe a été nommé la Société Holding la plus efficace de l'année.

Selon le Gunn Report, Publicis Groupe continue de détenir la première place pour la performance créative depuis 2004.

Le dernier rapport RECMA « Overall Activity Billings Ranking » classe Publicis Groupe n° 1 en Amérique du Nord et n° 2 au niveau mondial.

Par réseau, on relève particulièrement les distinctions suivantes :

LEO BURNETT

- *International ANDY Awards* « Réseau de l'année 2014 » (pour la 5^e année consécutive) ;
- *Art Directors Club de New York* « Réseau de l'année 2014 » ;
- *Cannes Lions Health* « Réseau de l'année 2014 » ;
- *One Show* « Second réseau le plus primé dans le Monde en 2014 » ;
- *MENA Cristal Awards* « Réseau le plus primé dans la région Moyen-Orient Afrique du Nord en 2014 » ;
- *AdFest* « Le 2^e Réseau le plus primé dans la région Asie-Pacifique en 2014 » ;
- *El Sol* « Le 2^e Réseau le plus primé dans la région Ibéro-Amérique en 2014 » ;
- *Dubai Lynx* « Le 3^e Réseau le plus primé dans la région Moyen Orient-Afrique du Nord en 2014 » ;
- 11 Grand Prix 2014 majeurs, y compris le *Lions Health* « Grand Prix for Good » 2014 et le *AdFest Awards Grand Prix 2014* ;
- Un record de 63 Cannes Lions remportés en 2014 : Leo Burnett est le premier réseau d'agences à remporter à Cannes le *Grand Prix for Good* aux Cannes Lions et au festival *Lions Health* ;
- Un nombre record de 9 Nominations aux *D&AD Silver Pencil* en 2014.

BBH

- Prix de la Créativité : BBH Londres nommé l'un des 10 premiers Innovateurs de l'Année ;
- Film Britannique le plus récompensé selon le *Gunn Report* ;
- Nick Gill remporte le *British Arrows Chairman's Award* ;
- BBH Londres a remporté 4 *Creative Circle* ;
- BBH New York a remporté 6 Cannes *Lions Awards* dans Cyber et la catégorie Films.

DIGITASLBI

- Classé par LinkedIn comme l'un des employeurs les plus *INDEMAND* en Amérique du Nord en 2014 ;
- Primé à deux reprises comme l'un des 101 employeurs les plus brillants par la *National Association for Business Resources* à Atlanta et Chicago ;
- Remise du Prix inaugural *AD Club Action* par l'*Advertising Club* aux États-Unis ;
- Honoré officiellement 14 fois par les *Webby Awards* aux États-Unis ;
- Prix Or et Bronze aux *Effies* Amérique du Nord ;
- Prix Argent au premier prix *AdWeek Watch Awards for eBay* ;
- Prix Argent pour l'innovation Media lors de la 6^e *Internationalist Awards for Innovation in Media*.



MSLGROUP

- 3 Prix Lions d'Argent au Festival de Cannes dans les catégories Film et Relations Publiques ;
- 7 récompenses incluant 2 Or, 4 Argent et 1 Bronze au *Topcom Corporate Business Awards* ;
- A remporté pour la 2^e fois le *Gold SABRE* aux *EMEA SABRE Awards* ;
- Récompensé 2 fois aux *PR Week USA Awards* pour les campagnes à but non lucratif de l'année et pour les Produits/Services de l'année pour *PurPle*.

PRODIGIOUS

- 20 *Lions* : 5 Or, 10 Argent et 5 Bronze au Festival de Cannes ;
- 4 récompenses au Grand Prix des Stratégies de la Publicité, incluant un Grand Prix et un Prix du Jury des Annonceurs ;
- Un Grand Prix du **Brand Content** récompensant son travail avec Publicis Conseil pour la campagne Nestlé « Vraiment Amis » ;
- Un Or aux *Phénix UDA Awards*.

PUBLICIS WORLDWIDE

- 1 Grand Prix et 2 premiers prix aux *New York Festival 2014* pour Publicis Italie et Singapour ;
- 3 Or aux *Adfest 2014* pour Publicis Singapour ;
- Un Grand Prix *Clio Image Award 2014* pour Marcel aux Clio Image Awards ;
- Un total de 34 *Lions* avec 5 Or, 15 Argent, 14 Bronze ;
- 4 Or et 1 *Euro Effie* aux *Effie Awards*.

ROSETTA

- 1 *Effie* Argent aux *Effie Awards*.

RAZORFISH

- 13 prix et 4 nominations aux *Webby Awards* ;
- 2 Or aux *ADDY Awards* ;
- 3 Bronze aux *North-American EFFIE Awards* et 1 Or aux *Global EFFIE*.

SMG - STARCOM MEDIAVEST GROUP

- Un record de 6 récompenses comme Réseau de l'Année aux *Cannes Lions*, au *Festival of Media*, au *Dubai Lynx*, aux *MENA Cristal Awards*, au *Media Trendy*, au *Ireland Media Awards* et par *RECMA* ;
- Primé 2 fois comme le réseau et bureau média le plus efficace de l'année (*Most Effective Media Network and Office of the Year*) aux *North-American EFFIE Awards* ;
- 59 *Cannes Lions* : 5 Or, 27 Argent, 26 Bronze, 1 Efficacité Créative et 147 « shortlists » au Festival de Cannes ;
- *RECMA* classe Starcom MediaVest 1^{er} réseau réseau media global pour la 4^e année consécutive.

VIVAKI

- Nommé au 2014 *Online Trust Alliance Honor Roll* ;
- 3 félicitations aux *Drum's Digital Trading Awards*.

ZENITHOPTIMEDIA

- Prix Argent pour la meilleure création de contenu au *Festival of Media Global* ;
- Prix Bronze aux *Cannes Media Lions* ;
- Meilleure Agence aux 2014 *European Search Awards* ;
- Nommé 2 fois Agence média de l'Année aux *AMMA Awards* et prix de *L'Agence Média de L'Année France* d'Offre media ;
- Réseau d'agences de l'Année aux *The Media Awards 2014* ;
- *RECMA* classe ZenithOptimedia 3^e réseau media global.



Politique RSE du Groupe

Le reporting RSE 2013 a franchi une nouvelle étape avec un approfondissement qui témoigne d'une intégration plus étroite dans la stratégie de l'entreprise. Dans le cadre de l'application de l'article 225 de la loi Grenelle 2 et de ses 42 indicateurs quantitatifs et qualitatifs, le Groupe a fait pour la deuxième année un exercice vérifié par des auditeurs externes (SGS). Le rapport RSE 2013 a également été vérifié et audité séparément, car il comprend plus d'indicateurs et d'informations détaillées (application du référentiel GRI-4), sur un périmètre comparable à 2012, à savoir près de la totalité du Groupe (97 %). En complément, le nombre des entités auditées sur site a représenté près de 25 % des effectifs du Groupe ce qui constitue un échantillonnage représentatif significatif et pertinent, sans compter toute la vérification au niveau consolidé - corporate. Ce travail a été effectué durant une bonne partie du premier semestre 2014, et a permis de faire des retours plus précis auprès des réseaux, afin de travailler de concert à la poursuite de l'amélioration des indicateurs RSE.

La politique RSE de Publicis Groupe reste articulée autour de 4 axes de travail : Social, Sociétal, Gouvernance/Économie, Environnement.

Pour la 2^e année consécutive (après deux années de tests), juin 2014 est le « mois de l'action » (mot d'ordre : « Create & Impact »), invitant les agences à se mobiliser en interne autour de thèmes ayant trait à des enjeux RSE : activités ayant trait au bien-être au travail, conférences, activités associatives et collectives, actions en faveur de l'environnement, mobilisation spontanée en faveur de causes de proximité.

La stratégie du Groupe en matière de RSE trouve un écho très favorable auprès des clients, qui attendent que leurs agences soient actives dans ce domaine.



Croissance externe

Le 10 janvier, acquisition de **Qorvis Communications**, un des premiers cabinets de relations publiques des États-Unis, intégrera MSLGROUP, le réseau de RP et de communication stratégique de Publicis Groupe. Fondé en 2000 par Michael Petruzzello, Managing Partner, Qorvis compte plus de 80 professionnels basés à Washington, D.C. Spécialisé avant tout dans les affaires publiques, Qorvis bénéficie également de solides ressources dans les médias sociaux, le numérique, et offre des services intégrés. Qorvis va ainsi considérablement renforcer la présence de MSLGROUP sur cette région des USA.

Le 21 janvier, acquisition d'**Applied Media Logic (AML)**, une des principales agences média en Afrique du Sud, sera intégrée au réseau ZenithOptimedia. Créée en 2002 et basée à Johannesburg, AML emploie une équipe de 25 professionnels. Considérée comme l'une des dix meilleures agences média d'Afrique du Sud, AML compte parmi ses principaux clients L'Oréal, Reckitt Benckiser, FutureLife, Frank.net, House of Mandela, Fedhealth et Nashua.

Le 30 janvier Publicis Groupe a procédé à une prise de participation majoritaire dans **Law & Kenneth**, la plus grande agence indienne indépendante de publicité et numérique, qui sera intégrée au réseau Saatchi & Saatchi Inde. Law & Kenneth fondée en 2004 par Praveen Kenneth et Andy Law, avec comme investisseur et co-fondateur Anita Roddick de "The Body Shop", emploie plus de 285 experts. Devenue une agence à services complets, spécialisée en publicité traditionnelle et numérique ainsi qu'en gestion de marques et marketing, elle travaille pour toute une palette de clients locaux et internationaux.

Le 25 février, annonce de l'acquisition de **Lighthouse Digital**, agence leader du marché sud-africain, spécialisée dans les médias numériques. L'agence sera intégrée à Starcom MediaVest Group (SMG) en Afrique du Sud. Pionnière des outils d'analyse des médias sociaux, Lighthouse est la première agence africaine à offrir à ses clients un reporting en ligne sécurisé en temps réel. L'agence est également spécialisée dans la programmation d'achat d'espace média et dans la recherche de mots clés grâce à l'utilisation d'outils de gestion des enchères automatisés. Fondée en 2009 par Aaron van Schaik et Steven Waidelich, Lighthouse est devenue la plus grande agence numérique du continent africain. Basée à Johannesburg et Cape Town, elle dispose d'une équipe de 30 experts dans les médias numériques.

Le 6 mars, acquisition de **Hawkeye**, agence leader dans le marketing numérique, est spécialisée en analyse de données, stratégie numérique, CRM et marketing expérientiel. L'agence, basée à Dallas, sera intégrée à Publicis North-America au sein du réseau Publicis Worldwide. Elle propose un éventail de services intégrés de marketing numérique, tels que la gestion et l'analyse des datas, la conception et le développement de sites internet et le marketing social et mobile.

Le 8 avril, acquisition d'**OwenKessel**, une des meilleures agences créatives en Afrique du Sud, qui est basée à Johannesburg, compte 80 experts et offre une gamme complète de services dont le conseil, la création, le marketing en ligne, les medias sociaux et le branded content.

Le 9 mai 2014, **Publicis Groupe SA et Omnicom Group Inc.** ont annoncé conjointement mettre un terme à leur projet de fusion entre égaux par un accord mutuel compte tenu des difficultés à réaliser cette opération dans des délais raisonnables. Les deux entreprises se sont mutuellement déchargées de toute responsabilité et aucune indemnité ne sera versée de part et d'autre.

Cette décision a été unanimement approuvée par le Directoire et le Conseil de surveillance de Publicis Groupe et par le *Board of Directors* d'Omnicom Group.

Le 12 juin, le Groupe a annoncé la cession de sa participation dans le capital de l'agence française **Royalties**. Le Groupe, actionnaire majoritaire depuis 2008, a accepté de céder sa participation de 60 % aux membres fondateurs.

Le 26 juin, Publicis Groupe a annoncé la création de **ROAR**, agence basée à New York et regroupant les meilleurs talents et expertises issus des ressources digitales du Groupe. ROAR propose une offre globale où stratégie, création, *user experience*, média et analyse sont complètement intégrés.



Opérations financières

OCÉANES 2018

Sur les 559 278 Océanes 2018 existant au 31 décembre 2013, 554 604 ont fait l'objet d'une demande de conversion en décembre 2013 et en janvier 2014. À ce titre, 562 921 actions Publicis ont été livrées au cours du mois de janvier 2014. Le solde des obligations restantes, soit 4 674 obligations, a été remboursé en numéraire au prix unitaire de 48,74 euros également en janvier 2014.

ORANES

Dans le cadre de l'offre de compensation faite par Publicis aux porteurs d'Oranes, approuvée par l'Assemblée générale des porteurs d'Oranes en date du 10 octobre 2013, les porteurs qui ont fait valoir leurs droits ont reçu le 15 janvier 2014, 865 656 euros au titre des intérêts complémentaires, ainsi que 109 924 actions Publicis Groupe au titre des ajustements de parité de remboursement.

BONS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS

Les bons de souscription émis en 2002 étant exerçables depuis le 24 septembre 2013, 2 757 571 bons de souscription avaient été exercés au cours de l'année 2013, donnant lieu à création de 2 798 937 actions nouvelles. Au cours du 1^{er} semestre 620 124 bons de souscription ont été exercés donnant lieu à création de 629 424 actions nouvelles. Au 30 juin 2014, 2 225 004 bons de souscription d'actions, exerçables jusqu'en 2022, restaient en circulation.



Examen de la situation financière et du résultat

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ SIMPLIFIÉ

(en millions d'euros)	S1 2014	S1 2013 *	2014/2013
Revenu	3 358	3 351	+ 0,2 %
Marge opérationnelle	435	460	- 5,4 %
Taux de marge opérationnelle (% du revenu)	13,0 %	13,7 %	
Dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(24)	(23)	
Perte de valeur	(24)	(1)	
Autres produits et charges non courants	8	13	
Résultat opérationnel	395	449	- 12,0 %
Résultat financier	(19)	(5)	
Impôt sur le résultat	(113)	(124)	
Mises en équivalence	2	2	
Intérêts minoritaires	(5)	(9)	
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	260	313	- 16,9 %

* En application d'IFRIC 21, l'impact sur la marge opérationnelle est de - 2 millions d'euros et de - 1 million d'euros sur le résultat net.

RÉPARTITION DU REVENU AU 2^E TRIMESTRE 2014 PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

(en millions d'euros)	Revenu publié			Croissance Organique T2 2014
	2 ^e trimestre 2014	2 ^e trimestre 2013	T2 2014/T2 2013	
Europe *	531	528	+ 0,6 %	- 2,4 %
Amérique du Nord	842	854	- 1,4 %	+ 1,3 %
BRIC+MISSAT **	222	233	- 4,7 %	+ 0,4 %
Reste du Monde	166	173	- 4,0 %	+ 6,1 %
TOTAL	1 761	1 788	- 1,5 %	+ 0,5 %

* Europe : hors Russie et Turquie.

** MISSAT : Mexique, Indonésie, Singapour, Afrique du Sud, Turquie.

Le revenu consolidé du 2^e trimestre 2014, tel que publié, a été de 1 761 millions d'euros, en retrait de 1,5 % reflétant un fort impact négatif de 81 millions d'euros dû aux variations de change de la plupart des devises contre l'euro. Hors effets de change la croissance du trimestre est de 3,1 %. La croissance organique de + 0,5 % également plus faible qu'au premier trimestre résulte au premier chef de comparables défavorables (+ 5,0 % au deuxième trimestre 2013), mais aussi de la faiblesse persistante de certains marchés et de celle des investissements de quelques annonceurs qui ont sensiblement réduit leurs moyens commerciaux.

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

Examen de la situation financière et du résultat

1

REVENU DU 1^{ER} SEMESTRE 2014

Le revenu consolidé du 1^{er} semestre 2014 s'est élevé à 3 358 millions d'euros contre 3 351 millions d'euros pour la période équivalente de 2013, en hausse de + 0,2 % compte tenu d'un impact des variations de change de 148 millions d'euros, dû à la faiblesse de nombreuses devises face à l'euro qui ont fortement réduit la croissance. Hors effet de change, la hausse du revenu est de 4,8 %. La croissance organique a été de + 1,8 % pour le premier semestre 2014, pénalisée par l'activité du deuxième trimestre après un premier trimestre satisfaisant (+ 3,3 %). À côté de faiblesses géographiques on notera la très bonne tenue des activités media, et santé et surtout du digital.

En effet, les activités numériques représentent 40,6 % du revenu total comparé à 36,9 % l'année précédente. La croissance organique des activités numériques est de + 8,8 %, confirmant la justesse de la stratégie du Groupe. Les activités dites analogiques sont en recul de - 2,4 % sur la période à l'échelle globale. Les économies à forte croissance représentent 22,9 % du revenu total comparé à 24,0 % en 2013. Les marchés émergents connaissent à des degrés divers un ralentissement de leur croissance.

Le revenu consolidé 2014 se répartit comme suit : 41 % des revenus sont issus du digital (37 % en 2013), 29 % des revenus sont issus de la publicité (29 % en 2013), 15 % des SAMS (17 % en 2013) et 15 % des media (17 % en 2013).

RÉPARTITION DU REVENU DU 1^{ER} SEMESTRE 2014 PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

(en millions d'euros)	Revenu publié			Croissance Organique S1 2014
	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2013	S1 2014/S1 2013	
Europe *	1 005	970	+ 3,6 %	- 0,3 %
Amérique du Nord	1 637	1 630	+ 0,4 %	+ 2,8 %
BRIC + MISSAT **	412	434	- 5,1 %	+ 0,4 %
Reste du Monde	304	317	- 4,1 %	+ 5,6 %
TOTAL	3 358	3 351	+ 0,2 %	+ 1,8 %

* Europe hors Russie et Turquie.

** MISSAT : Mexique, Indonésie, Singapour, Afrique du Sud, Turquie.

L'Europe reste dans le négatif (- 0,3 %) alors que l'ensemble des autres régions est en croissance au premier semestre 2014.

En Europe, la France, à + 4,2 % affiche une bonne performance. Le Royaume-Uni, en légère amélioration par rapport au 1^{er} trimestre est encore négatif à - 1,9 %, essentiellement du fait de réductions d'investissement de certains clients. Après un bon 1^{er} trimestre l'Allemagne décroît de 1,1 %. Les pays d'Europe du Sud connaissent toujours des baisses avec l'Espagne à - 1,2 %, la Grèce à - 8,0 % et l'Italie à - 0,4 %, mais sont cependant en amélioration par rapport à la période équivalente de 2013.

Avec une croissance de + 2,8 %, l'Amérique du Nord continue de démontrer une bonne résistance. La part importante du numérique dans le revenu de cette région reste un facteur important de croissance. La performance aurait été bien meilleure sans les annulations ou retards d'investissements de certains clients. Les pays des ensembles BRIC+MISSAT enregistrent une croissance de + 0,4 % avec notamment la Chine (Grande Région) avec + 1,4 % et dont le retour à une meilleure croissance est lent, la Russie à + 5,9 %, et le Brésil qui est légèrement négatif (- 0,6 %) avec des situations très contrastées. L'Inde demeure très négative (- 14,7 %) et pèse sur la performance de l'ensemble BRIC. Le Mexique à + 10,3 %, la Turquie à + 2,5 %, Singapour à + 7,2 %, affichent de bonnes performances pour le semestre. Le ralentissement économique observé depuis le milieu de l'année 2013 dans les pays émergents a un impact sensible sur les investissements publicitaires.

Le reste du monde, qui comprend l'Australie et le Japon, croît de 5,6 %.

ACTIVITÉS

Le tableau ci-dessous montre le décalage de croissance organique des activités numériques et analogiques dans toutes les régions du monde.

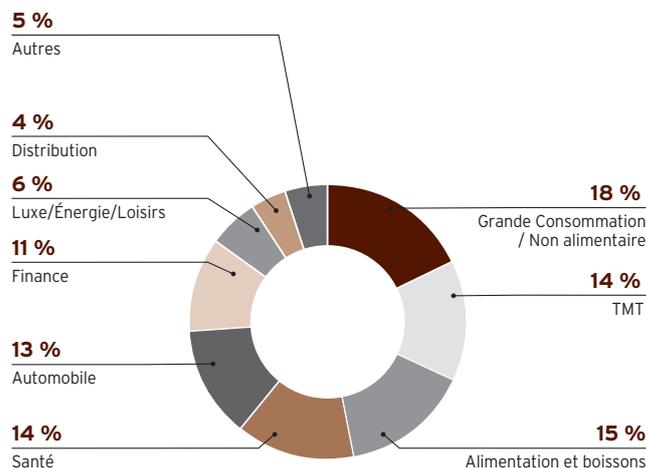
	Europe *	Amérique du Nord	BRIC + MISSAT **	Reste du Monde	Total
Digital	+ 9,5 %	+ 5,5 %	+ 28,2 %	+ 41,8 %	+ 8,8 %
Analogique	- 4,6 %	- 0,1 %	- 3,4 %	- 1,6 %	- 2,4 %
TOTAL	- 0,3 %	+ 2,8 %	+ 0,4 %	+ 5,6 %	+ 1,8 %

* Europe hors Russie et Turquie.

** MISSAT : Mexique, Indonésie, Singapour, Afrique du Sud, Turquie.



REVENU DU 1^{ER} SEMESTRE 2014 PAR SECTEUR



Basé sur 2 085 clients représentant 83 % du revenu du Groupe.

MARGE OPÉRATIONNELLE ET RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

La marge opérationnelle avant amortissements, qui s'élève à 493 millions d'euros au premier semestre 2014 contre 521 millions au premier semestre 2013, est en retrait de 5,4 %, pénalisée par plusieurs facteurs : des effets de change qui pèsent pour 20 pdb, le passage de « net » à « gross » qui pèse pour 30 pdb, mais surtout par un retard de la croissance.

La marge opérationnelle s'élève à 435 millions d'euros, en baisse de 5,4 % par rapport à 2013. La marge demeure solide compte tenu de la faible croissance des revenus au cours du 1^{er} semestre et notamment au 2^e trimestre.

Les charges de personnel de 2 199 millions d'euros pour le premier semestre 2014, comparées à 2 168 millions pour la même période en 2013, augmentent de 1,4 %, et représentent 65,5 % du revenu consolidé (64,7 % en 2013). Les coûts fixes sont en hausse et représentent 58,0 % du revenu total contre 56,8 % au premier semestre 2013. Les effectifs sont bien maîtrisés, le taux relatif est essentiellement dû au décalage de croissance. Le coût des free-lances à 139 millions d'euros pour la période, comparé à 152 millions en 2013 est en baisse. Les coûts de restructuration sont stables et s'élèvent à 32 millions d'euros (31 millions d'euros au premier semestre 2013). Une gestion rigoureuse grâce à un contrôle permanent des investissements en talents dans les segments en croissance permet de réduire les coûts dans les activités ou régions à faible croissance. De nombreux investissements (mise en place de l'ERP, développement des plateformes de production, la poursuite de la régionalisation des centres de services partagés ou les développements technologiques) permettront d'améliorer l'efficacité opérationnelle et de réduire ces charges à moyen terme.

Les autres coûts opérationnels (hors dépréciation) s'élèvent à 666 millions d'euros et augmentent faiblement (0,6 %) grâce à diverses actions, notamment dans l'immobilier. Ils représentent 19,8 % du revenu total (19,8 % en 2013). Les coûts commerciaux restent élevés à 146 millions d'euros, soit 4,3 % du revenu. Les coûts administratifs continuent de baisser grâce aux plans d'optimisation de divers coûts opérationnels par la régionalisation des centres de services partagés. Les coûts liés aux acquisitions ont un impact de 5 millions d'euros sur le premier semestre 2014.

La dotation aux amortissements des six premiers mois de 2014 est de 58 millions d'euros contre 61 millions pour la même période en 2013 et reflète une bonne maîtrise des investissements.

La marge opérationnelle atteint 435 millions d'euros, en retrait de 5,4 % par rapport à la marge opérationnelle de 460 millions réalisée au premier semestre 2013, cette contraction étant liée pour l'essentiel à la faible croissance du revenu, à l'augmentation des coûts de personnel (80pdb) et aux coûts commerciaux, partiellement compensés par les optimisations dans les centres de services partagés, l'immobilier et l'optimisation de frais généraux.

Le taux de marge opérationnelle au 30 juin 2014 est de 13,0 % en réduction de 70 points de base par rapport au taux de marge opérationnelle au 30 juin de l'année précédente (13,7 %, après application de la norme IFRIC 21).

Les marges opérationnelles par grandes zones géographiques s'élèvent à 8,1 % pour l'Europe, 17,6 % pour l'Amérique du Nord, 9,6 % pour l'Asie-Pacifique, 6,2 % pour l'Amérique latine et 13,5 % pour la région Afrique/Moyen-Orient.

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

Examen de la situation financière et du résultat

1

Les amortissements sur immobilisations incorporelles liées aux acquisitions sont de 24 millions d'euros au premier semestre 2014, en très légère augmentation (23 millions d'euros en 2013). Une perte de valeur a également été enregistrée à hauteur de 24 millions d'euros, exclusivement sur le goodwill et les actifs incorporels de BBH, contre 1 million l'année précédente ; les autres charges et produits non courants ressortent à 8 millions d'euros (qui incluent un produit de cession partielle réalisée au sein d'un de nos FCPR en partenariat avec Orange) contre 13 millions d'euros en 2013.

Le résultat opérationnel s'est élevé à 395 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 449 millions d'euros l'année précédente, en diminution de 12,0 %.

AUTRES POSTES DU COMPTE DE RÉSULTAT

Le résultat financier, composé du coût de l'endettement financier net et d'autres charges et produits financiers, est une charge nette de 19 millions d'euros au premier semestre 2014 contre une charge nette de 5 millions d'euros au premier semestre 2013. Cette augmentation de la charge financière est essentiellement due au résultat de change et à la réévaluation des *earn-out* qui se traduisent par des pertes en 2014 alors qu'ils étaient en profit au premier semestre 2013.

La charge d'impôt de la période est de 113 millions d'euros au premier semestre 2014, compte tenu d'un taux effectif d'impôt prévisionnel de 28,4 %, contre 124 millions en 2013 (correspondant à un taux effectif d'impôt de 28,8 %).

La quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence est de 2 millions d'euros, identique à celle constatée au 30 juin 2013. Les intérêts minoritaires sont de 5 millions d'euros au premier semestre 2014, comparés à 9 millions en 2013.

Au total, le résultat net part du Groupe s'est élevé à 260 millions d'euros au premier semestre 2014 contre 313 millions d'euros l'année précédente.

BILAN ET TRÉSORERIE

BILAN SIMPLIFIÉ

(en millions d'euros)	30 juin 2014	31 décembre 2013 *
Écarts d'acquisition nets	6 299	6 123
Autres immobilisations incorporelles nettes	929	939
Autres immobilisations nettes	647	662
Impôts courant et différé	(121)	(132)
Besoin en fonds de roulement	(2 034)	(2 545)
TOTAL	5 720	5 047
Capitaux propres	5 181	5 095
Intérêts minoritaires	39	38
	5 220	5 133
Provision LT/CT	520	507
Endettement financier net	(20)	(593)
TOTAL	5 720	5 047
Endettement net/capitaux propres (y compris intérêts minoritaires)	Trésorerie nette positive	Trésorerie nette positive

* Retraité en application d'IFRIC 21.

Les capitaux propres consolidés part du Groupe sont passés de 5 095 millions d'euros au 31 décembre 2013 à 5 181 millions d'euros au 30 juin 2014. L'augmentation des capitaux propres est essentiellement due au résultat de la période, en grande partie compensé par les dividendes mis en distribution (229 millions d'euros). Les intérêts minoritaires s'élèvent à 39 millions d'euros, contre 38 millions d'euros au 31 décembre 2013.



ENDETTEMENT FINANCIER NET

(en millions d'euros)	30 juin 2014	31 décembre 2013	30 juin 2013
Dettes financières (long et court terme)	823	860	1 392
Juste valeur du dérivé de couverture sur Eurobond 2015 ⁽¹⁾	-	-	-
Juste valeur des dérivés sur prêts/emprunts intragroupe ⁽¹⁾	(7)	(11)	(5)
Total dette financière y compris valeur de marché des dérivés associés	816	849	1 387
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(836)	(1 442)	(750)
ENDETTEMENT FINANCIER NET	(20)	(593)	637

(1) Présentés en « Autres créances et actifs courants » et/ou « Autres dettes et passifs courants » au bilan consolidé.

L'endettement financier net est une position de trésorerie positive de 20 millions d'euros en 2014 contre une trésorerie positive de 593 millions d'euros au 31 décembre 2013 ; la dégradation de l'endettement net, habituelle sur cette période de l'année du fait de l'évolution du besoin en fonds de roulement, a été cependant plus modérée qu'à l'habitude du fait du ralentissement temporaire de notre politique d'acquisitions et de l'absence de rachats d'actions au cours du 1^{er} semestre 2014.

La dette nette moyenne du Groupe au premier semestre 2014 est une situation de trésorerie positive de 128 millions d'euros contre une dette nette moyenne au 30 juin 2013 de 555 millions d'euros.

FLUX DE TRÉSORERIE

Les flux nets de trésorerie liés à l'activité se sont traduits par un besoin de 448 millions d'euros au premier semestre 2014 contre 116 millions au premier semestre 2013. Le besoin en fonds de roulement a connu une dégradation, habituelle sur cette période de l'année, de 779 millions d'euros contre 512 millions d'euros en 2013. L'impôt payé a été de 165 millions d'euros au premier semestre 2014 contre 159 millions d'euros l'année précédente. Les intérêts payés se sont élevés à 26 millions d'euros au 30 juin 2014, en augmentation par rapport à 2013 (18 millions d'euros d'intérêts payés au premier semestre 2013) du fait du débouclage du swap de taux d'intérêt de l'Eurobond 2015, entraînant le retour à un intérêt à taux fixe payé annuellement, contre un taux variable payé trimestriellement. Les intérêts reçus se sont élevés à 10 millions d'euros, contre 22 millions d'euros en 2013 (chiffre qui incluait à hauteur de 12 millions d'euros la soulte de débouclage du swap de l'Eurobond 2015).

Les flux nets liés aux opérations d'investissement comprennent les acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles, les acquisitions nettes d'immobilisations financières et les acquisitions et cessions de filiales. Le montant net des flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement correspond à une utilisation de trésorerie de 133 millions d'euros au premier semestre 2014 qui se compare avec un flux net de 452 millions d'euros en 2013. Les investissements en immobilisations (nets) ont représenté 37 millions d'euros contre 51 millions d'euros en 2013 et les acquisitions de filiales et autres immobilisations financières (nettes de cessions) ont représenté 96 millions d'euros, contre 401 millions d'euros au 30 juin 2013 (principalement LBI pour un montant de 320 millions d'euros).

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement comprennent les dividendes versés, la variation des emprunts et les opérations sur les actions propres et bons de souscription d'actions émis par la Société. Les opérations de financement se sont traduites par un excédent de 28 millions d'euros au premier semestre 2014. Au premier semestre 2013, le besoin s'était élevé à 194 millions d'euros, provenant essentiellement du rachat de 3,9 millions d'actions propres auprès de Dentsu pour un montant net, après déduction du produit de cession d'actions dans le cadre des levées de stock-options, de 169 millions d'euros.

Au total, la position de trésorerie du Groupe nette des soldes créditeurs de banques a diminué de 568 millions d'euros au premier semestre 2014, contre une diminution de 800 millions d'euros au premier semestre de l'année précédente.

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

Examen de la situation financière et du résultat

1

FREE CASH-FLOW

Le *free cash-flow* du Groupe, hors variation du besoin en fonds de roulement, est en diminution de 14,5 % par rapport à l'année précédente, pour s'établir à 294 millions d'euros.

Cet indicateur est utilisé par le Groupe pour mesurer les liquidités provenant de l'activité après prise en compte des investissements en immobilisations, mais avant les opérations d'acquisition ou de cession de participations et avant les opérations de financement (y compris le financement du besoin en fonds de roulement).

Le tableau ci-dessous présente le calcul du *free cash-flow* du Groupe (hors variation du besoin en fonds de roulement) :

(en millions d'euros)	30 juin 2014	30 juin 2013
Marge opérationnelle avant amortissements	493	521
Intérêts nets payés	(16)	4
Impôt payé	(165)	(159)
Autres	19	29
Flux de trésorerie générés par l'activité avant variation du BFR	331	395
Investissements en immobilisations (nets)	(37)	(51)
Free cash-flow avant variation du BFR	294	344

TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Les opérations avec les parties liées n'ont pas connu d'évolution significative depuis le 31 décembre 2013.

PUBLICIS GROUPE (SOCIÉTÉ MÈRE DU GROUPE)

Le chiffre d'affaires de Publicis Groupe est composé exclusivement de loyers immobiliers et d'honoraires pour services d'assistance aux filiales du Groupe. Le total des produits d'exploitation s'est élevé à 22 millions d'euros au premier semestre 2014 contre 20 millions d'euros l'année précédente. Les produits financiers se sont élevés à 89 millions d'euros au premier semestre 2014 contre 97 millions d'euros au premier semestre 2013, les produits 2013 comprenant un produit de 12 millions d'euros dégagé lors du débouclage du swap de l'Eurobond 2015.

Les charges d'exploitation se sont élevées à 46 millions d'euros contre 21 millions d'euros l'année précédente, l'augmentation provenant de la prise en compte au compte de résultat des coûts liés au projet de fusion Publicis Omnicom enregistrés en immobilisations incorporelles en cours au bilan au 31 décembre 2013.

Les charges financières s'élèvent à 65 millions d'euros pour le premier semestre 2014, contre 74 millions d'euros au premier semestre 2013, qui avait enregistré une provision pour risque de change sur un prêt en Livres Sterling désormais capitalisé de 12 millions d'euros.

Le résultat courant avant impôt est à l'équilibre contre un bénéfice de 22 millions d'euros au 30 juin 2013.

Après prise en compte d'un crédit d'impôt de 9 millions d'euros provenant de l'intégration fiscale française, le résultat net de Publicis Groupe, société mère du Groupe, est un bénéfice de 9 millions d'euros au 30 juin 2014 contre un bénéfice de 36 millions d'euros au premier semestre 2013.



Événements récents

ACQUISITIONS

Le 1^{er} juillet Publicis Groupe a annoncé l'acquisition de **Crown Partners** aux États-Unis, spécialiste d'e-business offrant une gamme de services complets permettant de développer le e-commerce et le contenu en ligne.

Le 3 juillet Publicis Groupe a annoncé l'acquisition de **Salterbaxter** cabinet de conseil international. Basé au Royaume-Uni, ce cabinet est reconnu pour son expertise en stratégie et communication de développement durable.

Le 8 juillet Publicis Groupe a annoncé le rachat de **Cybermedia**, maison mère de la société **Proximedia**, basée à Bruxelles et leader dans les services Internet aux PME en Belgique et aux Pays-Bas. Cette acquisition vient accélérer le développement de Publicis Webformance, start-up interne lancée sur le marché français en 2011. En 2012, Publicis Webformance avait commencé son développement international en s'implantant en Espagne.

Le 10 juillet Publicis Groupe a annoncé deux acquisitions clés et une prise de participation, renforçant ainsi son expertise digitale en Afrique et en Amérique latine : acquisition de **Prima Integrated Marketing (Prima)**, en Afrique du Sud et prise de participation chez **AG Partners**, un réseau panafricain de communication. En Amérique latine, Publicis Groupe a acquis **Lead2Action**, la meilleure agence digitale du Mexique.



Perspectives

Dans un contexte économique mondial difficile qui enregistre à nouveau des révisions à la baisse de la croissance des PNB, Publicis Groupe envisage un bien meilleur deuxième semestre avec un bon redémarrage de sa croissance dès le troisième trimestre.

Publicis Groupe entend poursuivre sa politique d'investissements ciblés, essentiellement dans le numérique. Ce plan, présenté à Londres en avril 2013, fait l'objet d'un travail de fond afin de tenir compte des évolutions et des tendances prévisibles du marché publicitaire au cours des quatre prochaines années. Toutes les entités du Groupe ont été invitées selon un modèle « bottom up » à faire leurs propositions. Les remontées sont très encourageantes et un plan rigoureux sera soumis au Conseil de surveillance à la mi-septembre et rendu public peu après.

Une robuste situation financière assure au Groupe les moyens de sa stratégie, tant dans le domaine des acquisitions (essentiellement dans le numérique) que dans la politique de rémunération des actionnaires.

Publicis Groupe confirme attendre une croissance organique pour le deuxième semestre 2014 plus forte que celle réalisée au premier semestre. La réalisation de ses objectifs sera fonction de la tenue des économies, en particulier celles de l'Europe et des marchés émergents. À ce stade il convient d'être prudent et de porter l'effort sur la gestion rigoureuse des coûts afin de délivrer une marche proche des objectifs.



COMPTES CONSOLIDÉS CONDENSÉS SEMESTRIELS

Compte de résultat consolidé	20	Tableau de variation des capitaux propres consolidés	24
État de résultat global consolidé	21	Notes annexes aux états financiers consolidés	26
Bilan consolidé	22		
Tableau des flux de trésorerie consolidés	23		

Compte de résultat consolidé

(en millions d'euros)	Notes	30 juin 2014 (6 mois)	30 juin 2013 * (6 mois)	31 décembre 2013 * (12 mois)
REVENU		3 358	3 351	6 953
Charges de personnel	3	(2 199)	(2 168)	(4 330)
Autres charges opérationnelles		(666)	(662)	(1 396)
MARGE OPÉRATIONNELLE AVANT AMORTISSEMENTS		493	521	1 227
Dotation aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	4	(58)	(61)	(120)
MARGE OPÉRATIONNELLE		435	460	1 107
Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	4	(24)	(23)	(49)
Perte de valeur	4	(24)	(1)	(4)
Autres produits et charges non courants	5	8	13	69
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL		395	449	1 123
Charges financières	6	(22)	(23)	(46)
Produits financiers		10	10	20
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	6	(12)	(13)	(26)
Autres charges et produits financiers	6	(7)	8	5
RÉSULTAT AVANT IMPÔT DES ENTREPRISES CONSOLIDÉES		376	444	1 102
Impôt sur le résultat	7	(113)	(124)	(298)
RÉSULTAT NET DES ENTREPRISES CONSOLIDÉES		263	320	804
Quote-part dans les résultats des mises en équivalence	10	2	2	5
RÉSULTAT NET		265	322	809
Dont :				
• Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		5	9	17
• Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe		260	313	792
Données par action (en euros) - Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe	8			
Nombre d'actions		222 276 420	213 478 263	215 516 919
Bénéfice net par action		1,17	1,47	3,67
Nombre d'actions dilué		227 437 919	221 704 582	224 430 805
Bénéfice net par action – dilué		1,14	1,42	3,54

* En application d'IFRIC 21 « Autres taxes », les chiffres ont été retraités comme expliqué dans la note 1. Synthèse des règles et méthodes comptables.



État de résultat global consolidé

(en millions d'euros)	30 juin 2014 (6 mois)	30 juin 2013 * (6 mois)	31 décembre 2013 * (12 mois)
RÉSULTAT NET DE LA PÉRIODE (A)	265	322	809
Éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés en résultat			
• Gains (et pertes) actuariels sur régime à prestations définies	(36)	29	26
• Impôts différés relatifs aux éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés en résultat	(19)	(9)	(12)
Éléments du résultat global susceptibles d'être reclassés en résultat			
• Réévaluation des titres disponibles à la vente	(2)	11	(26)
• Écarts de conversion de consolidation	26	(67)	(249)
• Impôts différés relatifs aux éléments susceptibles d'être reclassés en résultat	1	-	3
TOTAL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL (B)	(30)	(36)	(258)
RÉSULTAT GLOBAL DE LA PÉRIODE (A) + (B)	235	286	551
Dont :			
• Résultat global de la période attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	3	6	11
• Résultat global de la période attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe	232	280	540

* En application d'IFRIC 21 « Autres taxes », les chiffres ont été retraités comme expliqué dans la note 1. Synthèse des règles et méthodes comptables.

Bilan consolidé

(en millions d'euros)	Notes	30 juin 2014	31 décembre 2013 *
Actif			
Écarts d'acquisition nets	9	6 299	6 123
Immobilisations incorporelles nettes		929	939
Immobilisations corporelles nettes		495	513
Impôts différés actifs		130	126
Titres mis en équivalence	10	28	28
Autres actifs financiers	11	124	121
ACTIFS NON COURANTS		8 005	7 850
Stocks et en-cours de production		284	307
Clients et comptes rattachés		6 812	6 994
Autres créances et actifs courants		538	517
Trésorerie et équivalents de trésorerie		836	1 442
ACTIFS COURANTS		8 470	9 260
TOTAL DE L'ACTIF		16 475	17 110
Passif			
Capital		87	86
Réserves consolidées, part du Groupe		5 094	5 009
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe (Part du Groupe)	12	5 181	5 095
Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)		39	38
TOTAL CAPITAUX PROPRES		5 220	5 133
Dettes financières à plus d'un an	14	259	538
Impôts différés passifs		267	295
Provisions à long terme	13	409	368
PASSIFS NON COURANTS		935	1 201
Fournisseurs et comptes rattachés		7 793	8 636
Dettes financières à moins d'un an	14	564	322
Dettes d'impôts sur les sociétés		48	31
Provisions à court terme	13	111	139
Autres dettes et passifs courants		1 804	1 648
PASSIFS COURANTS		10 320	10 776
TOTAL DU PASSIF		16 475	17 110

* En application d'IFRIC 21 « Autres taxes », les chiffres ont été retraités comme expliqué dans la note 1. Synthèse des règles et méthodes comptables.



Tableau des flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros)	30 juin 2014 (6 mois)	30 juin 2013 * (6 mois)	31 décembre 2013 * (12 mois)
Flux de trésorerie liés à l'activité			
Résultat net	265	322	809
Neutralisation des produits et charges calculés :			
Impôt sur le résultat	113	125	298
Coût de l'endettement financier net	12	13	26
Moins-values (plus-values) de cession d'actifs (avant impôt)	(8)	(12)	(68)
Dotation aux amortissements et pertes de valeur sur immobilisations corporelles et incorporelles	106	85	173
Charges calculées liées aux stock-options et assimilés	21	18	40
Autres produits et charges calculés	4	-	2
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	(2)	(2)	(5)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	1	2	4
Impôt payé	(165)	(159)	(244)
Intérêts financiers payés	(26)	(18)	(42)
Intérêts financiers encaissés	10	22	31
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité ⁽¹⁾	(779)	(512)	355
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ (I)	(448)	(116)	1 379
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(40)	(53)	(126)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	3	2	3
Acquisitions nettes d'immobilisations financières	-	(15)	49
Acquisitions de filiales	(96)	(386)	(686)
Cessions de filiales	-	-	7
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (II)	(133)	(452)	(753)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement			
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-	-	(108)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	(8)	(14)	(22)
Encaissements provenant de nouveaux emprunts	9	138	1
Remboursement des emprunts	(8)	(91)	(102)
Rachats de participations ne donnant pas le contrôle	(4)	(58)	(102)
(Achats)/Ventes nets d'actions propres et exercice de BSA	39	(169)	(72)
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (III)	28	(194)	(405)
Incidence des variations de taux de change (IV)	(15)	(38)	(125)
VARIATION DE LA TRÉSORERIE CONSOLIDÉE (I + II + III + IV)	(568)	(800)	96
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 1 ^{er} janvier	1 442	1 314	1 314
Soldes créditeurs de banques au 1 ^{er} janvier	(60)	(28)	(28)
Trésorerie à l'ouverture (V)	1 382	1 286	1 286
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	836	750	1 442
Soldes créditeurs de banques à la clôture	(22)	(264)	(60)
Trésorerie à la clôture (VI)	814	486	1 382
VARIATION DE LA TRÉSORERIE CONSOLIDÉE	(568)	(800)	96
<i>(1) Détail de la variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité</i>			
<i>Variation des stocks et en-cours de production</i>	27	8	34
<i>Variation des créances clients et autres créances</i>	264	(107)	(305)
<i>Variations des dettes fournisseurs, autres dettes et provisions</i>	(1 070)	(413)	626
<i>Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité</i>	(779)	(512)	355

* En application d'IFRIC 21 « Autres taxes », les chiffres ont été retraités comme expliqué dans la note 1. Synthèse des règles et méthodes comptables.

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

Nombre d'actions en circulation	(en millions d'euros)	Capital social	Réserves liées au capital
206 587 262	1^{er} JANVIER 2014 *	86	2 957
	Résultat net		
	Autres éléments du résultat global nets d'impôts		
	TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES DE LA PÉRIODE		
	Augmentation de capital de Publicis Groupe SA et annulation d'actions propres		
	Dividendes		
74 607	Rémunérations fondées sur des actions		
109 924	Complément de remboursement des Oranes		
	Effet des acquisitions et des engagements de rachat des participations ne donnant pas le contrôle		
629 424	Exercice Bon de Souscription d'Actions	1	18
562 921	Conversion de l'Océane 2018		
716 966	Achats/Ventes d'actions propres		
208 681 104	30 JUIN 2014	87	2 975

* En application d'IFRIC 21 « Autres taxes », les chiffres ont été retraités comme expliqué dans la note 1. Synthèse des règles et méthodes comptables.

Nombre d'actions en circulation	(en millions d'euros)	Capital social	Réserves liées au capital
199 203 650	1^{er} JANVIER 2013 *	84	2 851
	Résultat net		
	Autres éléments du résultat global nets d'impôts		
	TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES DE LA PÉRIODE		
5 045	Augmentation de capital de Publicis Groupe SA et annulation d'actions propres		
	Dividendes		
	Rémunérations fondées sur des actions		
	Intérêts complémentaires sur Oranes		
	Effet des acquisitions et des engagements de rachat des participations ne donnant pas le contrôle		
(1 212 812)	Achats/Ventes d'actions propres		
197 996 243	30 JUIN 2013 *	84	2 851

* En application d'IFRIC 21 « Autres taxes », les chiffres ont été retraités comme expliqué dans la note 1. Synthèse des règles et méthodes comptables.



Réserves et résultats consolidés	Réserve de conversion	Réserve de juste valeur	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres *
2 281	(337)	108	5 095	38	5 133
260			260	5	265
(55)	29	(2)	(28)	(2)	(30)
205	29	(2)	232	3	235
			-		-
(229)			(229)	(8)	(237)
20			20		20
			-		-
(3)			(3)	6	3
			19		19
27			27		27
20			20		20
2 321	(308)	106	5 181	39	5 220

Réserves et résultats consolidés	Réserve de conversion	Réserve de juste valeur	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres *
1 643	(97)	134	4 615	44	4 659
313			313	9	322
20	(64)	11	(33)	(3)	(36)
333	(64)	11	280	6	286
(178)			(178)	(14)	(192)
18			18		18
(3)			(3)		(3)
(11)			(11)	12	1
(169)			(169)		(169)
1 633	(161)	145	4 552	48	4 600

Notes annexes aux états financiers consolidés

Note 1	Synthèse des règles et méthodes comptables	27	Note 14	Emprunts et dettes financières	37
	Nouvelles normes et interprétations applicables	27		Analyse par échéance de remboursement	38
	Recours à des estimations	28		Analyse par devise	38
Note 2	Variations du périmètre	28		Analyse par catégorie de taux	39
	Prises de contrôle de la période	28		Exposition au risque de liquidité	39
	Cessions de la période	28	Note 15	Engagements	39
Note 3	Charges de personnel et effectifs	28		Contrats de location simple	39
	Évolution et répartition des effectifs par zone géographique	29		Autres engagements	40
Note 4	Dotations aux amortissements et perte de valeur	29		Obligations liées aux emprunts et aux Oranes	41
Note 5	Autres produits et charges non courants	29		Obligations liées aux bons de souscription d'actions	41
Note 6	Charges et produits financiers	30		Autres engagements	41
Note 7	Impôt sur le résultat	30	Note 16	Projet de fusion	41
	Taux d'impôt effectif	30	Note 17	Information sectorielle	42
Note 8	Bénéfice net par action	31		Information par secteur d'activité	42
	Bénéfice net par action (de base et dilué)	31		Information par zone géographique	42
	Bénéfice net courant par action (de base et dilué)	32	Note 18	Plans d'options de souscription ou d'acquisition d'actions et plans d'actions gratuites de Publicis Groupe SA	44
Note 9	Écarts d'acquisition	33		Plans d'options de souscription ou d'achat d'actions Publicis Groupe à l'origine	45
	Variation des écarts d'acquisition	33		Plans d'actions gratuites Publicis Groupe	46
Note 10	Participations dans des entreprises associées	33		Impact des plans de souscription ou d'achat d'actions et plans d'actions gratuites Publicis Groupe et Digitas sur le résultat du 1 ^{er} semestre 2014	48
Note 11	Autres actifs financiers	34	Note 19	Informations relatives aux parties liées	48
Note 12	Capitaux propres	34	Note 20	Événements postérieurs à la clôture	48
	Capital social de la société mère	34			
	Neutralisation des actions propres existantes au 30 juin 2014	35			
	Dividendes	35			
Note 13	Provisions pour risques et charges	36			
	Hypothèses actuarielles (taux moyens pondérés)	36			



Les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2014 ainsi que les notes y afférentes ont été arrêtés par le Directoire du 18 juillet 2014 et examinés par le Conseil de surveillance du 21 juillet 2014.

Les comptes consolidés semestriels condensés sont présentés en euros arrondis au million le plus proche.

Note 1 Synthèse des règles et méthodes comptables

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du Groupe Publicis au 30 juin 2014 ont été établis selon les normes comptables internationales IAS/IFRS approuvées par l'Union européenne à la date de clôture et d'application obligatoire à cette date. Le référentiel des normes comptables internationales IAS/IFRS est disponible sur le site internet de la Commission européenne à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Les comptes consolidés semestriels condensés au 30 juin 2014 sont établis conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Les règles et méthodes comptables appliquées dans les états financiers semestriels sont cohérentes avec celles utilisées par le Groupe dans les comptes consolidés au 31 décembre 2013, et présentées dans le document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers (AMF) le 4 avril 2014 (« Document de référence 2013 », pages 124 et suivantes), à l'exception des normes et interprétations adoptées par l'Union européenne applicables à compter du 1^{er} janvier 2014 et décrites ci-après.

Nouvelles normes et interprétations applicables

Application des nouvelles normes et interprétations

L'application par le Groupe des normes et interprétations suivantes, adoptées par l'Union européenne et obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014, est sans impact majeur sur les états financiers du Groupe :

- IAS 32 « Compensation des actifs financiers et des passifs financiers » ;
- amendements d'IAS 39 « Instruments financiers : classification et évaluation des actifs financiers, option à la juste valeur pour les passifs financiers et comptabilité de couverture » ;
- amendement d'IAS 36 « Informations sur la valeur recouvrable des actifs non financiers ».

Pour rappel, Publicis Groupe a appliqué par anticipation au 31 décembre 2013 les nouvelles normes sur la consolidation IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12 ainsi que leurs amendements.

Application par anticipation

L'interprétation IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique », publiée par l'IASB, et adoptée par l'Union européenne pour les exercices ouverts à compter du 17 juin 2014 a été appliquée par anticipation au 1^{er} janvier 2014. Cette interprétation porte sur la date de comptabilisation d'un passif lié au paiement des taxes, autre que l'impôt sur le résultat. Par conséquent, un passif pour paiement d'une taxe ne peut être comptabilisé s'il n'y a pas d'obligation actuelle à la date de clôture de la période.

Pour le Groupe, cette nouvelle interprétation a un impact sur la comptabilisation de plusieurs taxes, principalement en France et aux États-Unis.

L'incidence de ce changement de comptabilisation sur le compte de résultat au 30 juin 2014 est une charge supplémentaire de 2 millions d'euros comptabilisée en autres charges opérationnelles. Les effets sur le compte de résultat sur les périodes précédentes sont les suivants :

- une charge supplémentaire de 2 millions d'euros au 1^{er} semestre clos le 30 juin 2013 qui a été comptabilisée en autres charges opérationnelles pour présenter un résultat retraité et comparable. L'effet d'impôt associé à cette charge a également été comptabilisé pour 1 million d'euros ;
- aucun impact sur le compte de résultat des années 2012 et 2013.

Au bilan, les seuls comptes retraités sont :

- autres dettes et passifs courants, diminution de 2 millions au 31 décembre 2013 ;
- impôts différés actifs, diminution de 1 million d'euros au 31 décembre 2013 ;
- capitaux propres, augmentation de 1 million d'euros au 1^{er} janvier 2013 et 31 décembre 2013.

Conformité avec les normes IFRS telles que publiées par l'IASB

Les principes appliqués par le Groupe ne diffèrent pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB dans la mesure où l'application des normes et interprétations suivantes n'est pas obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014 :

- IFRS 9 et compléments à IFRS 9 « Instruments financiers : classification et évaluation des actifs financiers, option à la juste valeur pour les passifs financiers et comptabilité de couverture » ;
- amendement d'IAS 19 « Régimes à prestation définies ; contributions des membres du personnel » ;
- IFRS 15 « Produits provenant de contrats avec les clients ».

Recours à des estimations

La situation financière et les résultats du Groupe dépendent des méthodes comptables, hypothèses, estimations et jugements retenus lors de l'élaboration des comptes consolidés. Le Groupe fonde ses estimations sur son expérience passée ainsi que sur un ensemble d'autres hypothèses jugées raisonnables au regard des circonstances afin d'évaluer les valeurs à retenir pour les actifs et passifs du Groupe. Les hypothèses sur lesquelles se fondent les principales estimations retenues pour le 1^{er} semestre 2014 sont de même nature que celles décrites au 31 décembre 2013 dans le document de référence 2013. La Direction révisé ces estimations lorsqu'elle identifie de nouveaux événements à prendre en compte ou en cas de changement des circonstances sur lesquelles ces hypothèses étaient fondées. Les réalisations pourraient néanmoins différer de façon significative des estimations retenues.

Note 2 Variations du périmètre

Prises de contrôle de la période

Aucune prise de contrôle significative (individuellement ou prise dans leur ensemble) n'est intervenue au cours de la période.

Cessions de la période

Aucune cession significative (individuellement ou prise dans leur ensemble) n'est intervenue au cours de la période.

Note 3 Charges de personnel et effectifs

Les charges de personnel incluent les salaires, appointements, commissions, primes, intéressements, congés payés ainsi que l'estimation des bonus et les charges liées aux paiements fondés sur des actions (plans d'options de souscription ou d'achat d'actions, plans d'actions gratuites) et les charges liées aux retraites (hors effet de l'actualisation présenté en autres produits et charges financiers).

(en millions d'euros)	30 juin 2014	30 juin 2013
Rémunérations	(1 702)	(1 654)
Charges sociales	(287)	(293)
Avantages postérieurs à l'emploi	(50)	(51)
Charges relatives aux paiements fondés sur des actions	(21)	(18)
Intérimaires et « free-lance »	(139)	(152)
TOTAL	(2 199)	(2 168)



Évolution et répartition des effectifs par zone géographique

	30 juin 2014	30 juin 2013
Europe	19 773	19 252
Amérique du Nord	21 527	20 158
Amérique latine	5 699	4 855
Asie Pacifique	12 856	13 564
Moyen-Orient et Afrique	2 393	2 156
TOTAL	62 248	59 985

Note 4 Dotations aux amortissements et perte de valeur

(en millions d'euros)	30 juin 2014	30 juin 2013
Amortissement des autres immobilisations incorporelles (hors incorporels liés aux acquisitions)	(7)	(9)
Amortissement des immobilisations corporelles	(51)	(52)
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS (HORS INCORPORELS LIÉS AUX ACQUISITIONS)	(58)	(61)
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS DES INCORPORELS LIÉS AUX ACQUISITIONS	(24)	(23)
PERTE DE VALEUR	(24)	(1)
TOTAL DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PERTE DE VALEUR	(106)	(85)

Les tests de dépréciation ont été réalisés sur les unités génératrices de trésorerie (constituées d'agences ou de regroupements d'agences) et sur les actifs incorporels présentant des indices de perte de valeur (baisse générale de l'activité, baisse d'activité sur un client majeur de l'unité génératrice de trésorerie...). Au 30 juin 2014, les taux d'actualisation après impôt retenus pour les tests de dépréciation des actifs concernés se situent entre 10,5 % et 14,5 %. Le taux de croissance à l'infini utilisé dans les projections des tests de dépréciation se situe entre 2,5 % et 3 %.

Ces tests ont conduit le Groupe à enregistrer une perte de valeurs de 2 millions d'euros sur les actifs incorporels liés aux acquisitions, et une perte de valeur de 22 millions d'euros sur les écarts d'acquisitions à fin juin 2014.

Note 5 Autres produits et charges non courants

Ce poste regroupe les produits et charges inhabituels. Sont notamment incluses sous cette rubrique les plus ou moins-values de cession d'actif.

(en millions d'euros)	30 juin 2014	30 juin 2013
Plus-values (moins-values) sur cession d'actif	8	12
Autres produits et charges non courants	-	1
TOTAL DES AUTRES PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS	8	13

Note 6 Charges et produits financiers

(en millions d'euros)	30 juin 2014	30 juin 2013
Charges d'intérêts sur emprunts et découverts bancaires	(17)	(18)
Charges d'intérêts sur contrats de location financement	(5)	(5)
Charges financières	(22)	(23)
Produits financiers	10	10
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	(12)	(13)
Pertes et gains de change (y compris variation de la juste valeur des dérivés)	(2)	9
Coût financier net, lié à l'actualisation des provisions pour retraites	(3)	(3)
Réévaluation des compléments de prix sur acquisitions	(2)	2
AUTRES CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS	(7)	8
TOTAL (CHARGES) ET PRODUITS FINANCIERS NETS	(19)	(5)

Note 7 Impôt sur le résultat

Taux d'impôt effectif

La charge d'impôt sur le résultat au titre de la période intermédiaire au 30 juin 2014 est calculée en appliquant au résultat avant impôt de la période intermédiaire le taux d'impôt effectif estimé pour l'exercice complet.

(en millions d'euros)		30 juin 2014	30 juin 2013 *
RÉSULTAT AVANT IMPÔT DES ENTREPRISES CONSOLIDÉES	A	376	444
Gain sur sortie de périmètre		-	(12)
Perte de valeur sur les écarts d'acquisitions		22	-
RÉSULTAT AVANT IMPÔT DES ENTREPRISES CONSOLIDÉES RETRAITÉ	B	398	432
TAUX D'IMPÔT EFFECTIF	C	28,4 %	28,8 %
IMPÔT CONSTATÉ AU COMPTE DE RÉSULTAT	B X C	(113)	(124)

* En application d'IFRIC 21 « Autres taxes », les chiffres ont été retraités comme expliqué dans la note 1. Synthèse des règles et méthodes comptables.



Note 8 Bénéfice net par action

Bénéfice net par action (de base et dilué)

(en millions d'euros, sauf les actions)		30 juin 2014	30 juin 2013 *
Bénéfice net retenu pour le calcul du BNPA			
Résultat net part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe	A	260	313
<i>Impact des instruments dilutifs :</i>			
• Économies de frais financiers liés à la conversion des instruments de dettes, nettes d'impôt		-	1
Résultat net part du Groupe – dilué	B	260	314
Nombre d'actions retenu pour le calcul du BNPA			
Nombre d'actions moyen composant le capital social		216 356 438	210 011 153
Actions propres à déduire (moyenne sur l'exercice)		(8 350 066)	(12 154 180)
Actions à remettre en remboursement des Oranes		14 270 048	15 621 290
Nombre d'actions moyen retenu pour le calcul	C	222 276 420	213 478 263
<i>Impact des instruments dilutifs :</i>			
• Actions gratuites et stock-options dilutifs		3 753 957	3 284 649
• Bons de souscription d'actions (BSA)		1 368 321	2 317 132
• Actions résultant de la conversion des emprunts convertibles		39 221	2 624 538
Nombre d'actions dilué	D	227 437 919	221 704 582
(en euros)			
BÉNÉFICE NET PAR ACTION	A/C	1,17	1,47
BÉNÉFICE NET PAR ACTION – DILUÉ	B/D	1,14	1,42

* En application d'IFRIC 21 « Autres taxes », les chiffres ont été retraités comme expliqué dans la note 1. Synthèse des règles et méthodes comptables.

L'intégralité des Océanes 2018 restantes, après les conversions intervenues en fin d'année 2013, ont été soit converties, soit remboursées en numéraire au cours du mois de janvier 2014.

Par ailleurs, entre le 24 septembre 2013 et le 30 juin 2014, 3 377 695 bons de souscription d'actions ont été exercés, entraînant la création de 3 428 361 actions nouvelles.

Bénéfice net courant par action (de base et dilué)

(en millions d'euros, sauf les actions)	30 juin 2014	30 juin 2013 *
Bénéfice net retenu pour le calcul du BNPA courant ⁽¹⁾		
Résultat net part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe	260	313
<i>Éléments exclus :</i>		
• Amortissement des incorporels liés aux acquisitions, net d'impôt	15	14
• Perte de valeur, nette d'impôt	23	1
• Réévaluation des <i>earn-out</i>	2	(2)
• Gains sur sorties de périmètre et sur FCPR (nets d'impôts)	(3)	(12)
Résultat net courant part du Groupe	E 297	314
<i>Impact des instruments dilutifs :</i>		
• Économies de frais financiers liés à la conversion des instruments de dette, nettes d'impôt	0	1
Résultat net courant part du Groupe – dilué	F 297	315
Nombre d'actions retenu pour le calcul du BNPA		
Nombre d'actions moyen composant le capital social	216 356 438	210 011 153
Actions propres à déduire (moyenne sur l'exercice)	(8 350 066)	(12 154 180)
Actions à remettre en remboursement des Oranes	14 270 048	15 621 290
Nombre d'actions moyen retenu pour le calcul	C 222 276 420	213 478 263
<i>Impact des instruments dilutifs :</i>		
• Actions gratuites et stock-options dilutifs	3 753 957	3 284 649
• Bons de souscription d'actions (BSA)	1 368 321	2 317 132
• Actions résultant de la conversion des emprunts convertibles	39 221	2 624 538
Nombre d'actions dilué	D 227 437 919	221 704 582
(en euros)		
BÉNÉFICE NET COURANT PAR ACTION	E/C 1,34	1,47
BÉNÉFICE NET COURANT PAR ACTION - DILUÉ	F/D 1,31	1,42

(1) BNPA après élimination des pertes de valeur, de l'amortissement des incorporels liés aux acquisitions, des principales plus (moins)-values de cession et de la réévaluation des *earn-out*.

* En application d'IFRIC 21 « Autres taxes », les chiffres ont été retraités comme expliqué dans la note 1. Synthèse des règles et méthodes comptables.



Note 9 Écarts d'acquisition

Variation des écarts d'acquisition

(en millions d'euros)	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette
1^{er} JANVIER 2013	5 821	(154)	5 667
Acquisitions	617	-	617
Variations liées à la comptabilisation des engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle	37	-	37
Cessions et sorties d'actifs	(6)	1	(5)
Change et divers	(201)	8	(193)
31 DÉCEMBRE 2013	6 268	(145)	6 123
Acquisitions	125	-	125
Perte de valeur	-	(22)	(22)
Variations liées à la comptabilisation des engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle	2	-	2
Cessions et sorties d'actifs	-	-	-
Change et divers	75	(4)	71
30 JUIN 2014	6 470	(171)	6 299

Note 10 Participations dans des entreprises associées

Les titres mis en équivalence s'élevaient à 28 millions d'euros au 30 juin 2014 (contre 28 millions d'euros au 31 décembre 2013).

(en millions d'euros)	Titres mis en équivalence
MONTANT AU 1^{ER} JANVIER 2014	28
Entrées de périmètre	-
Sorties de périmètre	-
Quote-part de résultat	2
Dividendes versés	(1)
Effet de change et autres	(1)
MONTANT AU 30 JUIN 2014	28

Les principales sociétés mises en équivalence sont Jana Mobile, Burell Communications et M Publicité. Au 30 juin 2014, les valeurs au bilan de ces trois sociétés s'élevaient respectivement à 10 millions, 5 millions d'euros et 3 millions d'euros.

Note 11 Autres actifs financiers

Les autres actifs financiers comprennent notamment les investissements classés dans la catégorie « disponibles à la vente ».

(en millions d'euros)	30 juin 2014	31 décembre 2013
Actifs financiers disponibles à la vente		
• Fonds Communs de Placement à Risques ⁽¹⁾	43	41
• Autres	9	8
Dépôts de garantie	25	23
Prêts à des sociétés non consolidées	17	26
Créances rattachées à des participations	13	13
Autres actifs financiers non courants	48	49
Valeur brute	155	160
Dépréciation	(31)	(39)
VALEUR NETTE	124	121

(1) En mars 2012, France Télécom-Orange et Publicis Groupe ont officialisé leur partenariat avec Iris Capital Management. Dans le cadre de ce partenariat, Publicis Groupe s'est engagé à apporter un montant de 74 millions d'euros afin d'investir dans des entreprises créatrices de valeur dans l'économie numérique.

Note 12 Capitaux propres

Capital social de la société mère

(en actions)	30 juin 2014	31 décembre 2013
Capital social au 1 ^{er} janvier	216 023 378	210 008 734
Augmentation de capital	704 031	6 014 644
ACTIONS COMPOSANT LE CAPITAL SOCIAL EN FIN DE PÉRIODE	216 727 409	216 023 378
Autodétention en fin de période	(8 046 305)	(9 436 116)
ACTIONS EN CIRCULATION EN FIN DE PÉRIODE	208 681 104	206 587 262

Le capital de Publicis Groupe SA a augmenté de 281 613 euros au cours du 1^{er} semestre 2014, correspondant à 704 031 actions de 0,40 euros nominal, dont 629 424 créées suite à l'exercice par certains porteurs de leurs bons de souscription d'actions et 74 607 créées dans le cadre du plan d'actions gratuites LTIP 2011.

Le capital social de Publicis Groupe SA s'élève au 30 juin 2014 à 86 690 964 euros, divisé en 216 727 409 actions de 0,40 euro nominal.



Neutralisation des actions propres existantes au 30 juin 2014

Les actions propres détenues en portefeuille à la clôture, y compris celles détenues dans le cadre du contrat de liquidité, sont portées en déduction des capitaux propres.

Le portefeuille d'actions auto détenues a évolué comme suit au cours du 1^{er} semestre 2014 :

	Nombre d'actions
ACTIONS PROPRES DÉTENUES AU 31 DÉCEMBRE 2013 ⁽¹⁾	9 436 116
Cessions (levées de stock-options) et livraisons d'actions gratuites	(723 466)
Livraison d'actions suite conversion Océane 2018	(562 921)
Livraison d'actions au titre du complément de remboursement des Oranes	(109 924)
Mouvements réalisés dans le cadre du contrat de liquidité	6 500
ACTIONS PROPRES DÉTENUES AU 30 JUIN 2014 ⁽¹⁾	8 046 305

(1) Y compris actions détenues au titre du contrat de liquidité (45 000).

Dividendes

Conformément à l'approbation de l'AGO du 28 mai 2014, Publicis Groupe SA a procédé le 3 juillet 2014 :

- à la livraison de 2 094 672 actions nouvelles pour le paiement des dividendes en actions aux porteurs ayant exercé cette option ;
- au versement de 110 millions d'euros de dividendes (soit 1,10 euro par action). Ce versement est soumis à la taxe de 3 % sur les dividendes pour la partie versée en numéraire.

Note 13 Provisions pour risques et charges

(en millions d'euros)	Restructuration	Engagements immobiliers	Engagements de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi	Risques et litiges	Autres provisions	Total
1^{er} JANVIER 2013	22	27	285	197	99	630
Dotations	18	5	32	26	12	93
Utilisations	(13)	(5)	(43)	(15)	(18)	(94)
Autres reprises	(1)	(6)	(3)	(44)	(27)	(81)
Variations de périmètre	1	-	1	1	3	6
Pertes (gains) actuariels	-	-	(26)	-	-	(26)
Change et divers	(1)	(1)	(8)	(5)	(6)	(21)
31 DÉCEMBRE 2013	26	20	238	160	63	507
Dotations	13	-	14	12	5	44
Utilisations	(12)	(2)	(18)	(5)	(5)	(42)
Autres reprises	(1)	(2)	-	(29)	(2)	(34)
Variations de périmètre	-	-	-	2	-	2
Pertes (gains) actuariels	-	-	36	-	-	36
Change et divers	-	1	3	2	1	7
30 JUIN 2014	26	17	273	142	62	520
Dont à court terme	20	4	33	40	14	111
Dont à long terme	6	13	240	102	48	409

Hypothèses actuarielles (taux moyens pondérés)

La provision relative aux engagements de retraite est actualisée au 30 juin 2014 sur la base de taux d'actualisation qui sont déterminés par référence aux taux de rendement des obligations privées à long terme de première catégorie (notées au moins AA) et de maturité équivalente à la durée des régimes évalués. Ils ont été arrêtés sur la base d'indices externes communément retenus comme référence, notamment l'iBoxx en Europe et le Citigroup Index aux USA.

30 JUIN 2014

	Régime de retraite				Couverture médicale postérieure à l'emploi	
	États-Unis	Royaume Uni	Zone Euro	Autres Pays	États-Unis	Royaume Uni
Taux d'actualisation	3,53 %	3,95 % - 4,15 %	2,40 %	0,80 % - 3,79 %	3,53 %	3,95 % - 4,15 %
Augmentations futures des salaires	n/a	4,10 % - 4,35 %	2,25 % ⁽¹⁾	1,50 % - 6,00 %	5,00 %	n/a
Augmentations futures des retraites	n/a	2,00 % - 3,70 %	2,00 % ⁽¹⁾	n/a	n/a	n/a



31 DÉCEMBRE 2013

	Régime de retraite				Couverture médicale postérieure à l'emploi	
	États-Unis	Royaume Uni	Zone Euro	Autres Pays	États-Unis	Royaume Uni
Taux d'actualisation	4,11 %	4,25 % - 4,45 %	3,17 %	1,00 % - 4,15 %	4,11 %	4,25 % - 4,45 %
Augmentations futures des salaires	n/a	4,10 % - 4,35 %	2,25 % ⁽¹⁾	1,50 % - 6,00 %	5,00 %	n/a
Augmentations futures des retraites	n/a	2,00 % - 3,70 %	2,00 % ⁽¹⁾	n/a	n/a	n/a

(1) Pour l'Allemagne uniquement.

Note 14 Emprunts et dettes financières

Nombre de titres au 30 juin 2014 (en millions d'euros)		30 juin 2014	31 décembre 2013
	Emprunts obligataires (hors intérêts courus) émis par Publicis Groupe :		
253 242	Eurobond 4,25 % - mars 2015 (Taux d'intérêt effectif 3,85 %)	258	262
-	Océane 2,75 % - janvier 2018 (Taux d'intérêt effectif 2,75 %)	-	27
1 562 129	Oranes 0,82 % révisable - septembre 2022 (Taux d'intérêt effectif 8,50 %)	42	42
	Autres emprunts et dettes :		
	Intérêts courus	3	8
	Autres emprunts et lignes de crédit	36	33
	Soldes créditeurs de banques	22	60
	Dettes liées à l'immobilisation des contrats de location-financement	79	78
	Dettes sur acquisitions de titres de participation	250	223
	Dettes sur engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle	133	127
	TOTAL DES EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES	823	860
	Dont à court terme	564	322
	Dont à long terme	259	538

Les emprunts obligataires émis par Publicis Groupe SA sont à taux fixe et en euros.

Au regard de la norme IAS 39, le swap taux fixe/taux variable a été qualifié de couverture de la juste valeur de la dette Eurobond 2015. En janvier 2013, le swap a été débouclé, donnant lieu à l'encaissement d'une soulte de 20 millions d'euros, et à la constatation d'un produit de 12 millions d'euros, qui en application d'IAS 39, a été étalée sur la durée résiduelle de l'emprunt. Cet emprunt ne fait plus l'objet de couverture à ce jour.

Sur les 559 278 Océanes 2018 existant au 31 décembre 2013, 554 604 ont fait l'objet d'une demande de conversion en décembre 2013 et en janvier 2014. À ce titre, 562 921 actions Publicis ont été livrées au cours du mois de janvier 2014. Le solde des obligations restantes, soit 4 674 obligations, a été remboursé en numéraire au prix unitaire de 48,74 euros également en janvier 2014.

COMPTES CONSOLIDÉS CONDENSÉS SEMESTRIELS

Notes annexes aux états financiers consolidés

2

L'évolution des dettes sur engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle est présentée ci-après :

(en millions d'euros)	Dettes sur engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle
AU 31 DÉCEMBRE 2013	127
Dettes contractées durant la période	3
Rachats exercés	(4)
Réévaluation de la dette et change	7
AU 30 JUIN 2014	133

Les rachats du semestre ont été réalisés en numéraire.

Analyse par échéance de remboursement

(en millions d'euros)	30 juin 2014						
	Total	Échéance					
		- 1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	+ 5 ans
Emprunts obligataires et autres dettes bancaires	361	354	7	-	-	-	-
Dettes liées à l'immobilisation des contrats de location-financement	79	-	-	-	-	-	79
Dettes sur acquisitions de titres de participation	250	122	78	35	14	1	-
Dettes sur engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle	133	88	25	9	10	1	-
TOTAL	823	564	110	44	24	2	79

(en millions d'euros)	31 décembre 2013						
	Total	Échéance					
		- 1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	+ 5 ans
Emprunts obligataires et autres dettes bancaires	432	156	276	-	-	-	-
Dettes liées à l'immobilisation des contrats de location-financement	78	-	-	-	-	-	78
Dettes sur acquisitions de titres de participation	223	89	55	56	14	9	-
Dettes sur engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle	127	77	20	16	13	1	-
TOTAL	860	322	351	72	27	10	78

Analyse par devise

(en millions d'euros)	30 juin 2014	31 décembre 2013
Euros	346	435
Dollars américains	177	148
Autres devises	300	277
TOTAL	823	860



Analyse par catégorie de taux

La dette financière est constituée d'emprunts à taux fixe qui représentent 88 % de la dette brute (hors dettes sur acquisitions de titres de participation et sur engagements de rachat de participations ne donnant pas le contrôle) au 30 juin 2014 et d'emprunts à taux variable pour les 12 % restant.

Exposition au risque de liquidité

Pour faire face au risque de liquidité, Publicis dispose d'une part de disponibilités conséquentes (trésorerie et équivalents de trésorerie pour un total au 30 juin 2014 de 836 millions d'euros) et d'autre part de lignes de crédit non utilisées (qui s'élèvent à 2 129 millions d'euros au 30 juin 2014 dont 1 910 millions d'euros de lignes de crédits confirmées et 219 millions d'euros de lignes de crédit non confirmées). La composante principale de ces lignes est un crédit syndiqué multidevise de 1 200 millions d'euros, à échéance 2016. Ces sommes disponibles ou mobilisables quasiment immédiatement permettent largement de faire face au paiement de la partie à moins d'un an de la dette financière du Groupe.

Les emprunts obligataires émis par le Groupe, qui composent l'essentiel de la dette si l'on exclut les découverts bancaires, ne comportent pas de *covenants* financiers. Les clauses d'exigibilité anticipée (*credit default events*) sont de type standard (liquidation, cessation des paiements, défaut de paiement de la dette elle-même ou de remboursement d'une autre dette d'un montant supérieur à un seuil défini) et sont applicables généralement au-delà d'un seuil de 25 millions d'euros. La seule option de remboursement anticipé par les porteurs était relative à l'Océane 2018 et a été exercée en janvier 2014.

Note 15 Engagements

Contrats de location simple

(en millions d'euros)	30 juin 2014						
	Échéance						
	Total	- 1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	+ 5 ans
Engagements donnés							
Contrats de location simple	1 588	261	242	212	190	158	525
Engagements reçus							
Contrats de sous-locations immobilières	14	5	2	1	1	1	4

(en millions d'euros)	31 décembre 2013						
	Échéance						
	Total	- 1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	+ 5 ans
Engagements donnés							
Contrats de location simple	1 586	255	235	203	183	158	552
Engagements reçus							
Contrats de sous-locations immobilières	15	4	2	2	1	1	5

Autres engagements

(en millions d'euros)	30 juin 2014			
	Total	Échéance		
		- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Engagements donnés				
Cautions et garanties ⁽¹⁾	167	86	35	46
Autres engagements ⁽²⁾	594	77	406	111
Engagements d'acquisition de titres de participation ⁽³⁾	11	11	-	-
TOTAL	772	174	441	157
Engagements reçus				
Lignes de crédit non utilisées ⁽⁴⁾	2 129	424	1 705	-
Autres engagements ⁽⁵⁾	44	18	18	8
TOTAL	2 173	442	1 723	8

- (1) Au 30 juin 2014, les cautions et garanties comprennent une garantie de paiement des taxes immobilières et des charges relatives à l'immeuble de Leo Burnett à Chicago, pour un montant total de 45 millions d'euros étalés jusqu'en 2019. Elles comprennent également environ 8 millions d'euros de garanties sur opérations d'achat d'espaces.
- (2) Il s'agit, à hauteur de 542 millions d'euros, de redevances minimum garanties dans le cadre de contrats d'exploitation d'espaces publicitaires. Par ailleurs, le Groupe reste engagé à des niveaux d'achats minimums qui en cas de non réalisation, pourraient donner lieu à des paiements en numéraire et en services pouvant atteindre un maximum de 36 millions d'euros pour l'ensemble de la durée du contrat expirant au 30 juin 2016 (18 millions d'euros maximum par an), ce contrat est actuellement en cours de renégociation.
- (3) Il s'agit d'engagements de rachat de titres.
- (4) Les lignes de crédit non utilisées comprennent 1 910 millions d'euros de lignes de crédit confirmées.
- (5) Il s'agit d'engagements commerciaux reçus pour un montant de 18 millions d'euros par an, pour l'ensemble de la durée du contrat expirant le 30 juin 2016.

(en millions d'euros)	31 décembre 2013			
	Total	Échéance		
		- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Engagements donnés				
Cautions et garanties ⁽¹⁾	157	45	64	48
Autres engagements ⁽²⁾	560	131	352	77
Engagements d'acquisition de titres de participation ⁽³⁾	11	11	-	-
TOTAL	728	187	416	125
Engagements reçus				
Lignes de crédit non utilisées ⁽⁴⁾	2 124	420	1 704	-
Autres engagements ⁽⁵⁾	38	22	9	7
TOTAL	2 162	442	1 713	7

- (1) Au 31 décembre 2013, les cautions et garanties comprennent une garantie de paiement des taxes immobilières et des charges relatives à l'immeuble de Leo Burnett à Chicago, pour un montant total de 58 millions d'euros étalés jusqu'en 2019. Elles comprennent également environ 7 millions d'euros de garanties sur opérations d'achat d'espaces.
- (2) Il s'agit, à hauteur de 519 millions d'euros, de redevances minimum garanties dans le cadre de contrats d'exploitation d'espaces publicitaires. Par ailleurs, le Groupe s'est engagé à des niveaux d'achats minimums qui en cas de non réalisation, pourraient donner lieu à des paiements en numéraire et en services pouvant atteindre un maximum de 27 millions d'euros pour l'ensemble de la durée du contrat expirant au 30 juin 2015 (18 millions d'euros maximum par an).
- (3) Il s'agit d'engagements de rachat de titres.
- (4) Les lignes de crédit non utilisées comprennent 1 909 millions d'euros de lignes de crédit confirmées.
- (5) Il s'agit d'engagements commerciaux reçus, pour une durée de 5 ans à compter de l'année 2010 expirant le 30 juin 2015, pour un montant de 18 millions d'euros par an.



Obligations liées aux emprunts et aux Oranes

Oranes - Obligations remboursables en actions nouvelles ou existantes - septembre 2022

Après le remboursement des neuf premières tranches de l'emprunt au 1^{er} septembre de chaque année depuis 2005, et ajustement du coefficient de remboursement de 1 à 1,015 action par Orane, chaque Orane donne contractuellement droit à recevoir 9,135 actions Publicis Groupe nouvelles ou existantes, à raison de 1,015 par an jusqu'au 20^e anniversaire de l'emprunt. Publicis Groupe a donc un engagement de livrer 1 585 561 actions chaque année, de septembre 2014 à 2022, soit 14 270 048 actions au total, qui peuvent être, au choix de Publicis Groupe, soit des actions nouvelles à émettre, soit des actions existantes qu'elle détiendrait en portefeuille.

Par ailleurs, une assemblée des Oranaires s'était tenue le 10 octobre 2013 pour décider, sous réserve de l'approbation de la fusion par les assemblées des actionnaires de Publicis Groupe d'une part et Omnicom Group d'autre part, du remboursement obligatoire en actions Publicis de l'intégralité des Oranes en circulation immédiatement après ces assemblées.

Du fait de l'abandon du projet de fusion, les dispositions de remboursement anticipé des Oranes ne trouveront pas à s'appliquer et elles continueront d'être régies par les termes actuels de leur contrat d'émission. Néanmoins, Publicis Groupe a annoncé le 9 mai 2014 qu'une réflexion, pouvant aboutir à une proposition de remboursement anticipé des Oranes d'ici la mi-2015, serait engagée.

Océane 2018 - 2,75 % actuariel - janvier 2018

Au 30 juin 2014, toutes les obligations encore en vie au 31 décembre 2013 avaient été soit converties, soit remboursées (voir note 14).

Obligations liées aux bons de souscription d'actions

L'exercice des bons de souscription, qui peut intervenir à tout moment depuis le 24 septembre 2013 et ce jusqu'au 24 septembre 2022, entraîne une augmentation de capital de Publicis Groupe. La parité de remboursement a été ajustée d'un multiple de 1,015 afin de tenir compte de la part des distributions prélevée sur les réserves et les primes de la Société. Après l'annulation des bons de souscription rachetés au cours des précédents exercices ou exercés depuis le 24 septembre 2013, Publicis Groupe est, au 30 juin 2014, engagé à créer (dans l'hypothèse où les 2 225 004 bons de souscription d'actions restant en circulation seraient exercés) 2 258 379 actions de 0,40 euro de nominal et 30,10 euros de prime.

Autres engagements

Au 30 juin 2014, il n'existe aucun engagement significatif de type nantissement, garantie ou sûreté réelle, ni aucun autre engagement hors bilan significatif selon les normes comptables en vigueur.

Note 16 Projet de fusion

Le 28 juillet 2013, Publicis Groupe SA et Omnicom Group Inc. ont annoncé la signature d'un accord portant sur un projet de fusion entre les deux groupes.

Le 9 mai 2014, Publicis Groupe SA et Omnicom Group Inc. ont annoncé conjointement mettre un terme à leur projet de fusion entre égaux par un accord mutuel compte tenu des difficultés à réaliser cette opération dans des délais raisonnables. Les deux entreprises se sont mutuellement déchargées de toute responsabilité et aucune indemnité ne sera versée de part et d'autre.

Par ailleurs, un recours visant notamment à faire interdire la fusion avait été déposé le 5 août 2013 par certains actionnaires d'Omnicom Group Inc. auprès de la Cour Suprême de l'État de New-York. Le 22 mai 2014, à la suite de l'annonce de l'abandon du projet de fusion, les demandeurs se sont désistés de cette procédure.

Note 17 Information sectorielle

Information par secteur d'activité

L'organisation que Publicis Groupe développe depuis plusieurs années est conçue pour assurer aux clients du Groupe une prestation de communication globale et holistique imbriquant toutes les disciplines.

Le Groupe a identifié 13 secteurs opérationnels qui correspondent aux réseaux d'agences et qui peuvent être regroupés dans la mesure où leurs caractéristiques économiques sont similaires (convergence des niveaux de marge des différents secteurs opérationnels) ainsi que la nature des services fournis aux clients (panel complet de services publicitaires et de communication) et le type de clients auxquels sont destinés ces services (les 20 premiers clients du Groupe sont clients de plusieurs secteurs opérationnels).

Les 13 secteurs opérationnels sont ainsi regroupés en un seul secteur à présenter, conformément à la norme IFRS 8.

Information par zone géographique

Compte tenu de l'importance de la localisation géographique dans l'analyse de l'activité, le Groupe a fait le choix de maintenir un niveau d'information détaillé par zone géographique.

Les informations sont déterminées sur la base de la localisation des agences.

JUIN 2014

(en millions d'euros)	Europe	Amérique du Nord	Asie Pacifique	Amérique latine	Moyen-Orient et Afrique	Total
Informations concernant le compte de résultat ⁽¹⁾						
Revenu ⁽¹⁾	1 046	1 637	384	195	96	3 358
Dotation aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	(22)	(24)	(8)	(2)	(2)	(58)
Marge opérationnelle	85	288	37	12	13	435
Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(5)	(16)	-	(2)	(1)	(24)
Perte de valeur	(19)	-	-	(5)	-	(24)
Informations concernant le bilan ⁽¹⁾						
Écarts d'acquisitions nets	2 120	2 917	717	440	105	6 299
Immobilisations incorporelles nettes	195	692	4	38	-	929
Immobilisations corporelles nettes	279	168	25	16	7	495
Autres actifs financiers	68	23	27	5	1	124
Informations concernant le tableau des flux de trésorerie						
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(19)	(13)	(3)	(4)	(1)	(40)
Acquisitions nettes d'immobilisations financières	-	-	-	-	-	-
Acquisitions de filiales	(22)	(62)	(11)	(2)	1	(96)

(1) Compte tenu du mode de détermination de cet indicateur (différence entre les ventes et les achats externes liés aux ventes) il n'y a pas d'éliminations entre les différentes zones.



JUIN 2013*

(en millions d'euros)	Europe	Amérique du Nord	Asie Pacifique	Amérique latine	Moyen-Orient et Afrique	Total
Informations concernant le compte de résultat ⁽¹⁾						
Revenu ⁽¹⁾	1 015	1 630	397	216	93	3 351
Dotation aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	(25)	(26)	(7)	(2)	(1)	(61)
Marge opérationnelle	75	301	42	25	17	460
Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(4)	(15)	(1)	(3)	-	(23)
Perte de valeur	(1)	-	-	-	-	(1)
Informations concernant le bilan ⁽¹⁾						
Écarts d'acquisitions nets	1 997	2 858	714	433	79	6 081
Immobilisations incorporelles nettes	167	756	4	44	1	972
Immobilisations corporelles nettes	283	178	30	12	6	509
Autres actifs financiers	56	78	34	5	1	174
Informations concernant le tableau des flux de trésorerie						
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(31)	(14)	(2)	(5)	(1)	(53)
Acquisitions nettes d'immobilisations financières	(10)	1	-	(6)	-	(15)
Acquisitions de filiales	(320)	(27)	(31)	(1)	(7)	(386)

(1) Compte tenu du mode de détermination de cet indicateur (différence entre les ventes et les achats externes liés aux ventes) il n'y a pas d'éliminations entre les différentes zones.

* En application d'IFRIC 21 « Autres taxes », les chiffres ont été retraités comme expliqué dans la note 1. Synthèse des règles et méthodes comptables.

EXERCICE 2013 *

(en millions d'euros)	Europe	Amérique du Nord	Asie Pacifique	Amérique latine	Moyen-Orient et Afrique	Total
Informations concernant le compte de résultat ⁽¹⁾						
Revenu ⁽¹⁾	2 154	3 303	836	464	196	6 953
Dotation aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	(48)	(49)	(15)	(4)	(3)	(119)
Marge opérationnelle y compris frais de fusion	204	670	113	78	42	1 107
Frais de fusion	(38)	-	-	-	-	(38)
Marge Opérationnelle hors frais de fusion	242	670	113	78	42	1 145
Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(9)	(34)	(1)	(5)	-	(49)
Perte de valeur	(1)	(3)	-	-	-	(4)
Informations concernant le bilan ⁽¹⁾						
Écarts d'acquisitions nets	2 095	2 813	701	408	106	6 123
Immobilisations incorporelles nettes	196	702	4	37	-	939
Immobilisations corporelles nettes	285	174	32	15	7	513
Autres actifs financiers	67	22	26	5	1	121
Informations concernant le tableau des flux de trésorerie						
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(61)	(39)	(16)	(7)	(3)	(126)
Acquisitions nettes d'immobilisations financières	(14)	63	1	(1)	-	49
Acquisitions de filiales	(395)	(115)	(143)	(13)	(20)	(686)

(1) Compte tenu du mode de détermination de cet indicateur (différence entre les ventes et les achats externes liés aux ventes) il n'y a pas d'éliminations entre les différentes zones.
 * En application d'IFRIC 21 « Autres taxes », les chiffres ont été retraités comme expliqué dans la note 1. Synthèse des règles et méthodes comptables.

Note 18 Plans d'options de souscription ou d'acquisition d'actions et plans d'actions gratuites de Publicis Groupe SA

Un plan d'actions gratuites a été mis en place au cours du premier semestre 2014, et a les caractéristiques suivantes :

- Plan d'incentive à long terme dit « LTIP 2014 » (mars 2014)

Dans le cadre de ce plan, un certain nombre de dirigeants du Groupe se sont vu attribuer des actions gratuites, sous une double condition. Tout d'abord, les actions sont soumises à une condition de présence, pendant la période d'acquisition des droits de quatre ans, sauf pour les résidents fiscaux français qui bénéficient d'une période d'acquisition plus courte de trois ans mais ont une obligation supplémentaire de conservation des titres pendant deux ans. Ensuite, les actions gratuites sont soumises à des critères de performance, de telle sorte que le nombre total d'actions livrées dépendra du niveau d'atteinte d'objectifs de croissance et de rentabilité de l'année 2014. L'attribution, effectuée en mars 2014, deviendra effective en mars 2018, à l'exception des salariés français pour lesquels elle deviendra effective en mars 2017.

Par ailleurs, au premier semestre 2014, il a été procédé à la mesure de la performance des plans suivants :

- LTIP 2013 : le taux d'atteinte des objectifs de performance constaté pour l'année 2013 est de 59,7 %. Les actions gratuites restent toutefois soumises à une condition de présence jusqu'en avril 2016 (bénéficiaires français) ou avril 2017 (bénéficiaires étrangers).



Plans d'options de souscription ou d'achat d'actions Publicis Groupe à l'origine

Caractéristiques des plans de stock-options Publicis Groupe en cours au 30 juin 2014

Plans	Type ⁽¹⁾	Date d'attribution	Prix d'exercice (en euros)	Options restant à lever au 1 ^{er} janvier 2014 (ou si postérieure : date d'attribution)	Options annulées ou prescrites au 1 ^{er} semestre 2014	Options exercées au 1 ^{er} semestre 2014	Options restant à lever au 30 juin 2014	Dont exerçables au 30 juin 2014	Date limite de levée	Durée de vie contractuelle résiduelle (en années)
19 ^e tranche LTIP 2003-2005	A	28/09/2004	24,82	236 905	-	(195 835)	41 070	41 070	28/09/2014	0,24
20 ^e tranche LTIP 2003-2005	A	24/05/2005	24,76	71 077	-	(5 754)	65 323	65 323	24/05/2015	0,89
21 ^e tranche	A	21/08/2006	29,27	100 000	-	(100 000)	-	-	21/08/2016	2,14
22 ^e tranche LTIP 2006-2008	A	21/08/2006	29,27	1 034 347	-	(367 958)	666 389	666 389	21/08/2016	2,14
23 ^e tranche LTIP 2006-2008	A	24/08/2007	31,31	238 610	(2 504)	(43 162)	192 944	192 944	24/08/2017	3,15
Co-investissement 2013 - options ⁽²⁾	S	30/04/2013	52,76	5 778 302	(38 179)	-	5 740 123	-	30/04/2023	8,83
TOTAL DES TRANCHES				7 459 241	(40 683)	(712 709)	6 705 849	965 726		

(1) A = options d'achat d'actions - S = options de souscription d'actions.

(2) Options soumises à une condition de présence pendant la période d'acquisition (de 3 ans pour les Français et de 4 ans pour les étrangers) et à la réalisation d'objectifs dans le cadre d'un plan à 3 ans 2013-2015. De plus, une condition de marché limite le gain théorique calculé à l'issue d'une période de 3 ans à 50 % du prix d'exercice de l'option.

Mouvements sur plans de stock-options Publicis Groupe au cours du 1^{er} semestre 2014

	1 ^{er} semestre 2014	
	Nombre d'options	Prix moyen d'exercice (en euros)
Options au 1 ^{er} janvier	7 459 241	47,35
Options attribuées durant l'exercice	-	-
Options exercées ⁽¹⁾	(712 709)	28,13
Options annulées ou prescrites	(40 683)	51,44
OPTIONS AU 30 JUIN 2014	6 705 849	49,36
Dont exerçables	965 726	29,18

(1) Cours moyen de levée des options (en euros) :

64,17

COMPTES CONSOLIDÉS CONDENSÉS SEMESTRIELS

Notes annexes aux états financiers consolidés

2

Plans d'actions gratuites Publicis Groupe

Caractéristiques des plans d'actions gratuites Publicis Groupe en cours au 30 juin 2014

Plans	Date d'attribution initiale	Attributions au 1 ^{er} janvier 2014 (ou si postérieure : date d'attribution)	Actions annulées, prescrites ou transférées ⁽¹⁾ au 1 ^{er} semestre 2014	Actions ayant fait l'objet d'une attribution définitive au 1 ^{er} semestre 2014	Actions restant à attribuer au 30 juin 2014	Date d'attribution définitive ⁽²⁾	Durée de vie contractuelle résiduelle (en années)
Plan LTIP 2010 – Hors France	19/08/2010	441 000	(40 650)	(2 200)	398 150	19/08/2014	0,14
Plan LTIP 2010-2012 (membres du Directoire Hors France)	22/09/2010	98 566	-	-	98 566	22/09/2014	0,23
Plan 50 actions gratuites 2010 – États-Unis	01/12/2010	303 150	(27 600)	-	275 550	01/12/2014	0,42
Plan LTIP 2011 - France	19/04/2011	75 565	(958)	(74 607)	-	19/04/2014	-
Plan LTIP 2011 – Hors France	19/04/2011	466 862	(34 912)	-	431 950	19/04/2015	0,80
Plan 50 actions gratuites 2011- 14 pays	01/12/2011	274 775	(35 800)	-	238 975	01/12/2015	1,42
Plan LTIP 2012 – France	17/04/2012	90 500	2 750	-	93 250	17/04/2015	0,80
Plan LTIP 2012 – Hors France	17/04/2012	535 274	(46 685)	-	488 589	17/04/2016	1,80
Plan 50 actions gratuites 2013 – 26 pays	01/02/2013	250 425	-	-	250 425	01/02/2017	2,59
Plan LTIP 2013 – France	16/04/2013	81 975	(33 269)	-	48 706	16/04/2016	1,80
Plan LTIP 2013 – Hors France	16/04/2013	540 550	(240 149)	-	300 401	16/04/2017	2,80
Plan LTIP 2013-2015 (membres du Directoire France)	17/06/2013	70 000	(9 402)	-	60 598	17/06/2016	1,97
Plan LTIP 2013-2015 (membres du Directoire Hors France)	17/06/2013	35 000	(4 701)	-	30 299	17/06/2017	2,97
Plan de co-investissement 2013- Actions gratuites France	30/04/2013	133 335	-	-	133 335	30/04/2016	1,84
Plan de co-investissement 2013 - Actions gratuites Hors France	30/04/2013	688 628	(5 431)	-	683 197	30/04/2017	2,84
Plan LTIP 2014 – France	20/03/2014	85 960	(1 720)	-	84 240	20/03/2017	2,72
Plan LTIP 2014 – Hors France	20/03/2014	553 790	(105)	-	553 685	20/03/2018	3,72
TOTAL DES PLANS D'ACTIONS GRATUITES		4 725 355	(478 632)	(76 807)	4 169 916		

(1) Il s'agit le cas échéant de transferts entre les plans France et étranger liés à la mobilité géographique des bénéficiaires.

(2) Après cette date, les bénéficiaires français doivent respecter une période d'indisponibilité supplémentaire de deux ans.

L'attribution de toutes les actions gratuites ci-dessus est liée à une condition de présence pendant la période d'acquisition. L'attribution est ou était également soumise à des conditions de performance hors marché pour tous les plans LTIP 2010 à 2014, pour le plan de co-investissement 2009 et 2013 en ce qui concerne les seuls membres du Directoire.

Mouvements sur plans d'actions gratuites Publicis Groupe au cours du 1^{er} semestre 2014

	1 ^{er} semestre 2014
Attributions provisoires au 1 ^{er} janvier	4 085 605
Attributions provisoires du 1 ^{er} semestre	639 750
Attributions définitives	(76 807)
Attributions devenues caduques	(478 632)
ATTRIBUTIONS PROVISOIRES AU 30 JUIN 2014	4 169 916



Détermination de la juste valeur des actions gratuites Publicis Groupe attribuées au cours du premier semestre 2014 :

Actions gratuites	LTIP 2014 ⁽¹⁾
Date du Directoire	20/03/2014
Nombre d'actions attribuées à l'origine	639 750
Valorisation initiale de l'action attribuée (moyenne pondérée, en euros)	59,84
Hypothèses :	
Prix de l'action à la date d'attribution (en euros)	64,10
Période d'acquisition (en années) ⁽²⁾	4

(1) Actions conditionnelles soumises à la réalisation d'objectifs fixés pour l'année 2014.

(2) La période d'acquisition pour les Français est de 3 ans, suivie d'une période d'indisponibilité de deux ans.

Plans d'actions gratuites Publicis Groupe attribués à certains salariés de Razorfish

Le plan d'actions gratuites Publicis Groupe, mis en place le 1^{er} décembre 2009 et destiné à remplacer les plans en cours à la date d'acquisition, octroyés à certains salariés de Razorfish, a conduit à une attribution de 493 832 actions gratuites Publicis Groupe. La période d'acquisition des droits s'étale jusqu'en 2018. Au 30 juin 2014, le nombre d'actions gratuites restant à attribuer définitivement s'élève à 1 203.

Plans d'options Digitas à l'origine

Lors de l'acquisition de Digitas, ces plans ont été transformés en plans d'achat d'actions Publicis Groupe en appliquant le rapport existant entre le prix d'achat fixé dans l'offre publique pour l'action Digitas (converti en euros) et le cours de l'action Publicis Groupe à la date de réalisation de la fusion. Le prix de souscription a été ajusté en conséquence.

Caractéristiques des plans de stock-options Digitas en cours au 30 juin 2014

Actions de 0,40 euro nominal	Date d'attribution		Prix d'exercice des options (en euros)		Nombre d'options restant à lever au 30 juin 2014	Dont exerçables au 30 juin 2014	Date limite de levée		Durée de vie contractuelle résiduelle (en années)
	min	max	min	max			min	max	
Plans Digitas									
2001	01/03/2001	24/01/2007	5,08	35,42	65 964	65 964	01/03/2011	24/01/2017	1,52
2005 UK	01/06/2005	01/12/2006	21,70	35,42	5 055	5 055	01/06/2015	01/12/2016	2,00
TOTAL TRANCHES					71 019	71 019			
Prix moyen d'exercice (en euros)					28,00	28,00			

Mouvements sur plans de stock-options Digitas au cours du 1^{er} semestre 2014

	Nombre d'options	Prix moyen d'exercice (en euros)
Options au 1 ^{er} janvier	91 020	27,59
Options exercées ⁽¹⁾	(6 798)	25,64
Options annulées ou prescrites	(13 203)	26,35
OPTIONS AU 30 JUIN 2014	71 019	28,00
DONT EXERÇABLES	71 019	28,00

(1) Cours moyen de levée des options :

64,17

Impact des plans de souscription ou d'achat d'actions et plans d'actions gratuites Publicis Groupe et Digitas sur le résultat du 1^{er} semestre 2014

Au total, l'impact sur le compte de résultat du 1^{er} semestre 2014 de ces plans s'élève à 21 millions d'euros hors impôt et charges sociales contre 18 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2013.

Pour ce qui est des plans d'actions ou d'options attribuées sous condition de performance hors marché, et dont les performances n'ont pas encore pu être mesurées de façon définitive au 30 juin 2014, la probabilité d'atteinte des objectifs retenue pour le premier semestre 2014 est la suivante :

- Plan LTIP 2014 : 80 % ;
- Plan LTIP 2013-2015 (Directoire) : 87 % ;
- Plan de co-investissement 2013 : 87 %.

Note 19 Informations relatives aux parties liées

Les opérations avec les parties liées n'ont pas connu d'évolution significative depuis le 31 décembre 2013.

Note 20 Événements postérieurs à la clôture

Néant.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2014

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Publicis Groupe SA relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I CONCLUSION SUR LES COMPTES

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la Direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Fait à Paris-La Défense et Courbevoie, le 22 juillet 2014

Les commissaires aux comptes

MAZARS

Loïc Wallaert

Anne-Laure Rousselou

ERNST & YOUNG ET AUTRES

Vincent de la Bachelerie

Christine Staub



ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT

J'atteste, en ma qualité de Président du Directoire de Publicis Groupe, qu'à ma connaissance les comptes consolidés condensés pour le semestre écoulé arrêtés au 30 juin 2014 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation de Publicis Groupe et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Maurice Lévy

Président du Directoire de Publicis Groupe

Publicis Groupe S.A.

Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance au capital de 86 690 964 euros

Siège social : 133, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris - 542 080 601 RCS Paris

